Pierre Lanneret

Les internationalistes du «troisième camp» en France pendant la seconde guerre mondiale

Acratie

PIERRE LANNERET, ALIAS CAMILLE. BIOGRAPHIE

LES INTERNATIONALISTES DU « TROISIÈME CAMP »
EN FRANCE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Pierre Lanneret, alias Camille. Biographie

suivi de

Les internationalistes du « troisième camp » en France pendant la Seconde Guerre mondiale

par Ernest Rayner (Pierre Lanneret)

Acratie

© 1995, éditions Acratie.

ISBN 2-909899-04-7

« LE socialisme, c'est lorsque le vin coule au robinet. » Avec de telles réflexions à l'emporte-pièce, Camille, avec sa verve et sa truculence habituelles, trahissait ses origines. Le vin en abondance, c'était un double symbole : celui de son origine bourguignonne, celui de ses origines prolétariennes. Né en novembre 1921 à Auxerre, chef lieu du département de l'Yonne aux confins du vignoble de Bourgogne, il y avait grandi, jusqu'à la fin de son adolescence, dans un milieu familial de travailleurs. Il se confiait peu sur son enfance. Tout en sachant les limites d'une telle entreprise, on peut pourtant tenter de la situer à partir de quelques éléments réunis auprès des uns et des autres et, à partir de cela, de tenter de comprendre ce qui a pu façonner un homme.

GRANDIR DANS LA PROVINCE FRANÇAISE AVANT LA GUERRE

Dans une petite ville, chef-lieu de province, il n'était guère facile, dans l'entre-deux guerres, de grandir si l'on était d'un milieu prolétaire : le destin était tracé pour la plupart, telle une ligne droite dont on ne pouvait s'écarter ; les rencontres et les événements, heureux ou malheureux, modelaient les vies et les marquaient à jamais. Pierre Lanneret (alias Camille) devait y trouver pour toute sa vie la source de ses révoltes et de ses engagements.

De son père, revenu invalide de la guerre avec une petite pension que sa mère devait compléter par de menus travaux serviles chez la petite bourgeoisie locale, il ne pouvait que puiser une hostilité contre un système qui esquintait ainsi les hommes. Le père, à la maison, discutait politique,

même s'il n'était pas « engagé ». Pierre, plus tard, ne parlait pratiquement pas de ce père dont on retrouva la canne et la casquette sur la berge de la rivière, mais jamais le corps : la cause de ce suicide restera inconnue.

Plus tard, Pierre parlait parfois de sa mère qui vivait toujours à Auxerre et qu'il visitait lors de ses rares passages de vacances en France. Elle semble avoir eu une forte personnalité, ce qui peut avoir causé quelque problèmes familiaux et de voisinage, mais, pas plus que pour son père, on ne sait quelle en fut l'influence profonde sur l'enfant et l'adolescent. Rien ne laisse supposer que Pierre n'eut pas une enfance heureuse et il ne s'est jamais plaint d'avoir été brimé dans le cercle de famille.

La période trouble des années 30, alors qu'il entrait dans l'adolescence, la montée des fascismes, les bruits de guerre qui grossissaient, trouvaient un large écho dans la vie d'alors, même loin des grands centres, et ne faisaient qu'amplifier la perception des injustices sociales. A ce niveau local d'alors, si les divisions de classe étaient bien marquées, chacun devant rester à sa place, la bourgeoisie de province régnait et sa domination s'appuyait sur celle de l'Eglise : il est difficile de dire si la farouche hostilité que Pierre devait garder jusqu'au bout pour les curés venait du milieu familial de son père « de gauche » plutôt socialisant. Mais, à cette époque, il était impossible d'échapper à cette identification politique gauche-droite/laïques-cathos, et cela recoupait les divisions de classe : l'Eglise était toujours l'auxiliaire du pouvoir de la bourgeoisie, d'abord locale.

Beaucoup plus tard, cette expérience précoce du rôle dominant de l'Eglise dans le combat de classe lui dicta une virulence qui étonnait les plus jeunes, accordant moins d'importance à l'anticléricalisme qui, pour Pierre, était une partie de la lutte de classe. Comme l'écrit un camarade américain : « Pierre était un militant athéiste ; c'était une partie de son identité personnelle et politique. » Parlant en 1959 des regroupements politiques autour de l'UGS *, il

* L'U. G. S. (Union de la gauche socialiste), fut formé en décembre 1957 pour « détruire le capitalisme et renouveler le socialisme » , en réalité pour rassembler des éléments disparates, déçus du stalinisme, de la social démocratie (SFIO), et dispersés dans diverses petites organisations militantes, y compris des chrétiens de gauche. Cela fai-

regrettait qu'un article sur ce thème dans *Socialisme ou Barbarie* n'ait pas démasqué la « dégoûtante collusion avec tous les charlatans et rats crevés de la pseudo-gauche catholique qui, en échange de quelques soupirs sur les malheurs du temps, s'ingénient à faire passer, franco de port, leurs répugnantes superstitions et leur complicité avec une organisation totalitaire au service de tous les systèmes d'exploitation. On ne saurait reléguer à d'hypothétiques ou en tout cas lointains demains victorieux le soin de traiter avec la vermine religieuse. Cela me semble une mésestimation du rôle et de l'importance et de la religion et des églises... »

Il envoyait des lettres sur du papier orné d'un vautour catholique – en croix noire – poursuivant un quidam avec la légende : « Ne laissez pas les vautours de la religion vous capturer. » Plus récemment, il se délectait à raconter et envoyer des coupures sur une ligue constituée aux Etats-Unis et poursuivant les curés pour abus homosexuels. Le même camarade américain raconte que même la solidarité active au nom de laquelle il pouvait s'associer aux autres luttes, notamment dans la dure lutte des *farm workers* (ouvriers agricoles pour la plupart mexicains ou philippins) de Californie, ne lui faisait pas oublier cet anticléricalisme intransigeant : participant un dimanche matin, en tant que membre de l'IS, à une caravane d'approvisionnement en nourriture des grévistes, il fut un des seuls à ne pas vouloir entrer dans l'église pour une messe dominicale qui, pour les grévistes, tous catholiques, était partie de leur vie et de leur mouvement.

Comme tous les fils de prolos, Pierre dut quitter l'école à quatorze ans, nanti d'un très prisé dans les campagnes Certificat d'études primaires, pour devenir apprenti typographe. C'est ce métier qu'il devait assumer jusqu'à sa

sait suite à pas mal de tentatives semblables depuis la fin du tripartisme [gestion de la reconstruction du capitalisme français sous l'égide politique de la collaboration gouvernementale des démocrates chrétiens (MRP), des sociaux-démocrates (SFIO) et des staliniens (PCF) de 1944 à 1947]. La plupart de ceux qui animaient ces courants se retrouveront dans le parti socialiste rénové, des années plus tard, sous la houlette de Mendès-France et de Mitterrand. Pour une analyse de l'UGS, voir l'article de A. Garros consacré à ce sujet dans *Socialisme ou Barbarie* n° 26, novembre-décembre 1958. C'est sur cet article que s'appuyaient les commentaires de Pierre.

retraite. Pas question d'études secondaires, c'était alors essentiellement réservé aux fils de bourgeois, parfois à ceux des petites classes moyennes ou de fonctionnaires. Le choix d'un métier dépendait de ce bagage du primaire, des possibilités locales et des relations familiales : selon les résultats scolaires, on pouvait devenir apprenti typo ou petit employé ou apprenti boucher, tout autant qu'ouvrier agricole. Un de ceux qui ont connu Pierre au tournant de la dernière guerre peut ainsi écrire : « Camille symbolisait très parfaitement notre génération de primaire/prolétaire. »

Quelles influences décidèrent-elles des choix politiques et des rencontres de Pierre ? Lui-même n'aurait peut-être pas pu dire ce qui l'amena presque naturellement à rencontrer, alors qu'il faisait la dure expérience du saut dans l'adolescence et dans le travail salarié, un instituteur, Luaz, proche du POI (groupe trotskiste) *, qui reconnut les capacités du tout jeune homme et pressentit l'homme. Il lui donna son amitié ; il le laissait s'enfermer dans sa bibliothèque et y piller tout ce qu'il pouvait. Pierre devait conserver des liens amicaux avec lui et le rencontrait lorsqu'il réussissait à s'évader sur Paris.

C'était alors la période 1934-1936 : février 34, le Front Populaire, Juin 36, la Révolution espagnole, etc. Pierre se retrouve vers 1938 membre des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires, section des jeunes du P.O.I. Dans une petite ville de province, plus qu'ailleurs, les circonstances et le hasard des rencontres, plutôt que le choix réfléchi, conduisaient vers tel ou tel groupe politique. Ces groupes politiques étaient trop restreints pour ne pas être souvent associés dans des actions communes et pouvaient d'autant moins s'ignorer que, dans une petite ville « tout le monde se connaît ».

C'est ainsi que, dans une permanence des J.S., il rencontre Roger, habitant aux environs d'Auxerre, à peu près du même âge que lui, mais influencé par l'anarchisme. Une discussion sur les événements de Barcelone de mai 1937

---

* P. O. I. : groupe trotskiste dont il serait trop long de donner ici les vicissitudes entre 1935 et jusqu'à la formation du P. C. I. en 1944 (voir la note ** de la page 13). Pour plus de précisions, voir Jean Rabault, *Tout est Possible. Les « gauchistes » français 1929-1944*, ed. Denoël, et Roussel, *Les Enfants du Prophète*, éd. Spartacus.

devait être le départ d'une relation qui se développera pendant la guerre.

Ils se retrouvent sur beaucoup de points, ils divergent sur d'autres. Ils étudient ensemble l'esperanto, adhèrent à la ligue des espérantistes pacifistes * où ils resteront jusqu'à la guerre.

Lorsqu'en 1938, de fusion en scissions et expulsion de la SFIO, se forme le PSOP **, Pierre garde les contacts mais ne semble pas suivre l'une ou l'autre de ces formations. Avant et après septembre 1939, date de la déclaration de guerre, Pierre et son cercle de copains s'affirment résolument contre la guerre, une guerre qui, comme pour beaucoup, va transformer profondément leur vie.

UNE JEUNESSE MARQUÉE PAR LA GUERRE

La guerre le trouve trop jeune pour la chair à canon, et la débâcle de mai-juin 1940 le sauve provisoirement des choix de la guerre : comme beaucoup à cette époque, la dislocation des contacts et des groupes, le choc de l'invasion et la confusion qui s'ensuit, les nécessités de la survie, d'autant plus pénibles que l'on est plus pauvre, font que ce sont des années « sans histoire ».

Mais la guerre le rattrape sous la forme du S. T. O. *** : Pierre se retrouve en Allemagne en 1942, OS en usine. Pourtant, il a pu conserver quelques contacts, dont Roger

---

* L'esperanto fut pratiqué par toute une branche du mouvement libertaire, mais aussi par les communistes, y compris par les communistes de conseils hollandais et notamment parmi les intellectuels des Pays de l'Est.

** PSOP. : Parti socialiste ouvrier et paysan. (voir texte de Pierre p. 64) Pour plus de détails, voir *Les Enfants du prophète*, de Roussel (éd. Spartacus, 1972).

*** Pour la poursuite de la guerre, l'Allemagne devait mobiliser au maximum ses nationaux ou reconnus comme tels et trouver des volontaires. Mais il lui fallait de la main-d'œuvre pour assurer la production de guerre, notamment faire tourner ses usines ; les prisonniers de guerre et les déportés n'y suffisant pas, un service du travail en Allemagne fut organisé dans les pays occupés. Ce « service du travail » volontaire en 1941, objet d'un marchandage avec l'échange des prisonniers de guerre en 1942, devient obligatoire (S.T.O.) en février 1943 pour tous les jeunes gens nés en 1920, 1921 et 1922, puis en février 1944 pour tous les hommes de seize à soixante ans et les femmes sans enfants de dix-huit à quarante-cinq ans. Le S.T.O. fut un échec et contribua pour une part importante à fournir des troupes aux maquis de la résistance, car les « réfractaires » devaient se cacher pour échapper à la répression.

qui vit maintenant à Paris, et assister dans cette ville à des réunions, clandestines bien sûr, d'un « Groupe Révolutionnaire Prolétarien » * qui vient tout juste d'être formé.

Au cours de l'été 1943, une « permission » lui permet de revenir en France : il ne repart pas et, de ce fait, devient « réfractaire » **. Le GRP l'accueille naturellement ; il est hébergé par différents copains, dont Roger, avec lequel il fera un bout de route tant personnel que politique. C'est alors qu'il prend le pseudonyme de « Camille », qui lui collera longtemps à la peau comme la marque de son engagement d'alors.

A la Libération, en 1944, il reprend son travail de typographe et son activité politique : toujours comme membre du GRP, il entre comme « sous-marin » aux Jeunesses socialistes. C'est là qu'il rencontre celle qui allait devenir sa première femme, Marcelle, qu'il épouse début 1945. Ils auront un fils, Max, né en décembre 1946.

Toute cette période dut être cruciale pour Camille-Pierre, mais il est inutile de s'étendre davantage. Car c'est précisément sur cette seule période qu'il a publié un unique texte conséquent, *Les Internationalistes du troisième camp en France durant la Seconde Guerre mondiale*, sous la signature d'Ernest Rayner. C'était pour lui une sorte de réhabilitation de tous ceux qui avaient refusé de choisir entre la peste et le choléra et avaient cherché modestement à assumer la voie difficile d'une solidarité prolétarienne sans s'inféoder à l'un quelconque des groupes capitalistes engagés dans le conflit mondial, sans se laisser séduire par les sirènes de « la Résistance patriotique et nationale ». C'était aussi la fierté du choix qu'il alors avait su faire, celui de l'internationalisme, dans une période difficile où les compa-

---

* Groupe Révolutionnaire Prolétarien, G. R. P. Voir le texte de Pierre p. 41 et le livre de Pavel et Clara Thalman *Combat pour la liberté*, La Digitale, 1979.

** En refusant de repartir en Allemagne après une « permission », ce qui était très fréquent, Pierre devenait un « réfractaire » (voir note sur le S. T.O., page 11), contraint à la clandestinité, ce qui obligeait, si l'on ne rejoignait pas un maquis ou quelque planque à la campagne, à l'utilisation de faux papiers pour échapper aux rafles et posait des problèmes d'approvisionnement (tout était contingenté avec des « cartes d'alimentation », les attributions sur « tickets » ne permettant même pas de survivre).

gnons de route n'étaient pas légion : il ne devait plus jamais s'en départir.

LES GRANDS ESPOIRS DÉÇUS : VERS L'ÉMIGRATION

1944 et 1945 furent des années d'intense activité pour tous ceux qui espéraient que quelque chose changerait enfin dans le monde, espoirs à la mesure des souffrances de la guerre : de groupes en cercles d'études, c'était tout un brassage, parfois des clarifications qui s'opéraient en marge de l'écrasante mainmise des staliniens, appuyés sur le mythe de la « Résistance patriotique », sur le mouvement syndical et politique.

En 1945, Pierre quitte le G.R.P. et adhère au groupe Contre le courant *, dont les militants rejoignent bientôt — en janvier 1946 — la F.F.G.C., groupe influencé par le bordiguisme ** où il milita de janvier 1946 à mai 1950, date à laquelle, avec d'autres, il quitta ce dernier groupe pour adhérer à Socialisme ou Barbarie ***, lui-même issu du

---

* Le groupe Contre le courant provenait d'une scission au sein de l'Organisation communiste révolutionnaire (OCR) créée en septembre-octobre 1944 sous la houlette des RK. (voir le texte de Pierre p. 68).

** La Fraction française de la Gauche communiste (F.F.G.C.) fut créée en 1943 à l'initiative de Suzanne (« Frédérique »), Salama (« Mousso »), Marc Chyryk et de quelques militants italiens, réfugiés en France, anciens membres de la Fraction italienne de la Gauche communiste (bordiguistes). Salama et Marc Chyryk quittèrent la F.F.G.C. à l'automne 1944. De 1943 à 1950, la F.F.G.C. publia d'abord *l'Etincelle*, puis, à partir de 1946, *l'Internationaliste*, mensuel imprimé. Le groupe établit dès 1945 d'étroites relations avec le Parti communiste internationaliste d'Italie, fondé en 1943, en Italie, par Damen et des anciens militants de la gauche du P.C. d'Italie (en l'absence de Bordiga qui refusait à l'époque toute activité politique). La F.F.G.C. fut rejointe par un certain nombre d'« internationalistes » provenant d'autres groupes français et par des jeunes. Progressivement, les divergences entre les « bordiguistes » et les « non-bordiguistes » s'approfondirent au sein du groupe. Au printemps de 1950, les « non-bordiguistes » (parmi lesquels Camille, Chazé, Garros, Hirzel, Néron, Vega), lassés par le « dogmatisme » des « orthodoxes », quittèrent la F.F.G.C. pour adhérer à Socialisme ou Barbarie (voir. « Déclaration politique » dans *Socialisme ou Barbarie* n° 7). Lastérade avait déjà quitté le groupe en 1949 pour des raisons semblables mais n'adhéra pas à S. ou B. Plus tard, en 1952, la scission entre « bordiguistes » et « non-bordiguistes » eut également lieu dans le P.C.I. d'Italie (sur ce sujet, voir le texte de Vega « La crise du bordiguisme italien » dans *S.ou B.*n° 11 [novembre-décembre 1952], complété par « Les thèses du P.C.I. d'Italie » [n° 12, août-septembre 1953])

*** Socialisme ou Barbarie : ce groupe se constitua en 1946 comme la « tendance

Chaulieu-Montal » dans la section française de la IVe Internationale (trotskiste). En 1948, elle rompit avec la IVe sur la base d'une critique radicale du trotskisme, du rejet de la conception de l'URSS comme « Etat ouvrier dégénéré », et d'une analyse de la société « soviétique » comme société d'exploitation dirigée par une nouvelle classe dominante : la bureaucratie.
Le groupe, avec la revue du même nom, fut progressivement rejoint par des militants provenant de la « gauche » et de « l'extrême gauche », par un nombre réduit d'ouvriers et d'employés ayant participé à des luttes, par des enseignants et, surtout à partir de la guerre d'Algérie, par des étudiants.
Bien que fortement influencé par Chaulieu (Castoriadis), le groupe comporta, dès sa création, différents courants. Des divergences finirent par se cristalliser par deux fois, en 1951 et en 1958, essentiellement autour de deux conceptions différentes de l'organisation révolutionnaire à créer, de sa structure, de la nécessité ou non d'un programme politique d'action. Un premier conflit éclata en 1951 entre ceux qui voulaient œuvrer à la création d'un parti révolutionnaire structuré basé sur un ensemble théorique et un programme politique (Chaulieu) et ceux qui comptaient sur un regroupement spontané de l'avant-garde ouvrière au cours d'une période révolutionnaire et voyaient le groupe S. ou B. comme un lieu de discussion et d'élaboration, de critique et d'orientation révolutionnaires (Montal). Ce conflit aboutit au départ (provisoire) de Montal (Lefort) et de quelques militants (cf. *S. ou B.* n° 10).
De 1954 à 1958, le groupe (où Montal était revenu) se renforça et approfondit ses analyses des luttes ouvrières, de la bureaucratisation du mouvement ouvrier et des syndicats et des sociétés de capitalisme bureaucratique à l'Est, en particulier autour de la Pologne et de la révolution hongroise de 1956.
Cependant, après le coup d'Etat gaulliste du 13 mai 1958, une autre crise éclata, toujours sur le problème de la nature et du rôle de l'organisation révolutionnaire et donc, plus concrètement, dans une situation nouvelle qui avait vu un afflux de nouveaux membres (notamment étudiants), sur l'activité du groupe et ses perspectives de développement. D'un côté, une tendance reprenait en substance les thèses avancées en 1951 par Montal et attribuait à S. ou B. comme tâche principale d'aider et d'informer les groupes informels d'avant-garde constitués spontanément par les travailleurs dans les entreprises, de les mettre en contact les uns avec les autres et de les aider à constituer peu à peu un réseau d'avant-garde. De leur côté, Chaulieu et les autres militants, tout en rejetant le type léniniste du parti, se prononçaient pour le développement d'une organisation politique spécifique, structurée, basée sur un programme d'action en vue d'aider, dans la nouvelle situation, l'avant-garde ouvrière à préciser sa prise de conscience politique et sa capacité de développer des luttes autonomes. La crise aboutit au départ de la tendance « minoritaire » avec Montal (cf. *S. ou B.* n° 26,27,28)
Cependant, à partir de 1960, les analyses développées par Cardan (Castoriadis), aboutirent rapidement au rejet total du marxisme et à une nouvelle vision du monde : extension inéluctable des régimes bureaucratiques, bureaucratisation croissante de la société capitaliste, transformation de celle-ci en une « pyramide » où « les hommes » soumis à l'aliénation à tous les niveaux, sauf « un petit nombre au sommet », pourraient être, par là même, poussés à combattre le système, mais tout à fait en dehors des luttes de classes – la notion même de classe perdant son sens – dans un régime capitaliste/bureaucratique capable désormais d'éliminer les crises, d'assurer une croissance continue et une augmentation régulière du niveau de vie.
Cette orientation fut combattue par la moitié de l'organisation regroupée autour du mensuel *Pouvoir Ouvrier* (publié depuis 1959) qui, revendiquant la méthode marxiste et les positions de départ de S. ou B., s'opposait à la transformation du groupe en un cercle d'intellectuels élaborant en vase clos.
Scission donc en 1963 : les militants regroupés autour de *P.O.* continuèrent sa

P.C.I. *. Il est bien difficile de discerner les raisons qui poussèrent Pierre à émigrer d'abord au Canada, puis aux Etats-Unis en 1950, au moment de la guerre de Corée et au plus fort de la Guerre froide qui opposait les Etats-Unis à l'URSS **. Il est certain qu'une certaine panique sévissait alors, notamment dans les milieux de l'extrême gauche, qui peu ou prou théorisait l'imminence de la troisième guerre mondiale. Comme ailleurs, à Socialisme ou Barbarie les discussions allaient bon train. Beaucoup voyaient alors les Russes déferlant sur l'Europe de l'Ouest et les exemples de l'histoire de l'Europe de l'Est, de l'Espagne de 1936 à 1939, de la Résistance en France, dans une telle éventualité, ne laissaient guère de chances à tous les militants oppositionnels aux staliniens : beaucoup pensaient rester pour essayer de lutter.

Avec sa femme, son fils et son camarade Néron, Pierre émigre au Canada où il arrive le 27 avril 1951. Tous s'installent à Montréal le 29. Mais Pierre ne livrera pas les vraies raisons de ce départ, qui certainement devaient être autant politiques et personnelles (les espoirs de bâtir une société meilleure levés à la fin de la guerre étant alors complètement évanouis), beaucoup plus que des craintes pour

---

publication jusqu'en 1969, date de l'auto-dissolution de ce groupe. Les « novateurs » continuèrent la revue jusqu'en 1966, date à laquelle Castoriadis, conscient de l'ampleur des tâches de « reconstruction théorique » qui l'attendaient personnellement, proposa à ses camarades, qui acceptèrent, d'arrêter définitivement la revue et de dissoudre le groupe. Pierre resta toujours en contact suivi ou épisodiques avec plusieurs anciens membres de « S. ou B. » : Castoriadis, Chazé, Néron, Simon, Vega. (Pour plus de documentation sur ce groupe, voir, outre les collections de *Socialisme ou Barbarie, Pouvoir Ouvrier, ILO-ICO*,. les anthologies de *S. ou B.* publiées dans la collection 10/18 (seulement les textes de Castoriadis), par Acratie (textes sur les luttes ouvrières), les interviews d'anciens membres réalisées par Anti-Mythes (Castoriadis, Lefort, Mothé, Simon) et tous les ouvrages de Castoriadis et Lefort.

* En février 1944, différents courants trotskistes (Comité pour la IVe, Courant Communiste International et P. O. I. - voir note de la page 8) s'unifient pour former le P. C. I. (Parti Communiste Internationaliste)

** La Guerre froide : la confrontation entre les Etats-Unis et l'URSS, perceptible avant même que le conflit mondial soit terminé, devint évidente en 1945 pour se concrétiser en France par la rupture du tripartisme et le départ du gouvernement, en mai 1947, des ministres staliniens. La guerre de Corée (juin 1950) entraîne une psychose de guerre en Europe de l'Ouest et des débats plus vifs dans la gauche et l'extrême gauche, où l'on discutait des stratégies à tenir lors du déferlement éventuel des armées russes. *Socialisme ou Barbarie*, parmi d'autres, théorisait la venue de la troisième guerre mondiale (voir notamment les nos 5-6 et 7, 1949-1950, de la revue).

sa peau (il avait affronté d'autres dangers) ou l'espoir de trouver au Nouveau Monde l'excitation des pionniers d'antan.

SEPT ANNÉES AU CANADA

Car la vie ne fut guère facile dans leurs premiers pas au Canada. Tout s'enchaînait : travail, logement, poids du conformisme social. Le travail prenait l'émigrant dans un cercle infernal. Bien sûr Pierre Néron retournait dans sa qualification de l'imprimerie ; mais dans une profession fortement organisée et protégée par un *closed shop* * : sans carte syndicale, pas de travail et sans travail pas de carte syndicale. Pour un apprenti, pas de problème : après une période de probation, il pouvait se syndiquer. Mais l'émigrant déjà qualifié ne pouvait être apprenti : le seul travail qui s'offrait était le travail surexploité dans des entreprises non syndiquées, force heures supplémentaires pour arrondir les fins de mois et essentiellement travail de nuit. Pierre se trouvait, bien involontairement, dans la situation ambiguë de l'émigré surexploité utilisé par les patrons comme moyen de pression sur les travailleurs déjà en place. De plus, cette obligation d'accéder facilement au boulot dans le centre-ville, impliquait, soit d'avoir une voiture — ce qui était exclu par manque d'argent —, soit de trouver un logement dans le centre, confortable certes, mais dont les conditions d'obtention obéraient sérieusement le maigre budget.

Quant à la vie avec les Canadiens, Néron souligne la « vie difficile de l'émigrant sous la férule de Duplessis, l'époque de la "grande noirceur" » **. Pierre s'en souvenait dans une lettre, adressée à un camarade peu de temps après son arrivée à San Francisco, dans laquelle il compa-

---

* *Closed shop* (ou atelier protégé) est l'expression britannique désignant le lieu de travail pour lequel le syndicat « reconnu » par l'employeur a passé un accord avec celui-ci, en vertu duquel tous les travailleurs devront être syndiqués et aucune embauche ne pourra se faire sans l'accord du syndicat.

** Duplessis fut le leader de l'Union nationale, parti politique québécois nationaliste et ultra conservateur, épaulé par l'Eglise. Il fut premier ministre du Québec de 1944 à 1959. On peut imaginer ce que cela pouvait impliquer dans un pays dont la vie et les mœurs étaient sous la chape religieuse, à l'époque la plus dure de la Guerre froide et de la chasse aux sorcières du maccarthysme qui se répercutaient là.

rait ses collègues de cette ville à ses anciens collègues du Nord, plutôt défavorablement pour ceux-ci, en raison de son hypersensibilité anticléricale. En fait, il ne s'intégrera jamais vraiment dans le milieu francophone.

Il n'en dételait pas pour autant : quelles qu'aient été ses motivations de départ, Pierre entendait bien continuer à se battre comme il l'avait toujours fait. Et c'était une bataille tous azimuts. Il s'en donnait d'abord les moyens : un travail acharné pour maîtriser l'anglais, ce qu'il réussit parfaitement sur le plan de la lecture et de l'écriture. Mais, comme beaucoup de ses compatriotes, il ne put jamais se départir d'un fort accent français, qu'il assumait sans aucun complexe et qui beaucoup plus tard ajoutait à la truculence de ses propos. C'est à cette époque que Pierre renoua des contacts avec une famille d'origine allemande ayant fui le nazisme et vécu clandestinement en France pendant la guerre, qu'il avait rencontrée dans les groupes politiques oppositionnels et qui avait émigré à New York : Willy était métallo et Golda infirmière, et Pierre retrouvait chez eux la chaleur de l'amitié et l'affinité politique, dans une relation qui se poursuivit lorsqu'il s'en vint résider à l'autre bout des Etats-Unis, à San Francisco.

Par force, ses activités syndicales furent au départ très restreintes : dans une boîte non syndiquée, un émigrant n'avait aucune crédibilité pour tenter d'introduire un syndicat et obtenir sa reconnaissance *. Plus tard, il put se syndiquer au syndicat FTQ (Fédération des travailleurs du Québec) lié à la tendance AFL des Etats-Unis avant sa fusion avec le CIO **. Mais sa participation se bornait

---

* Au Canada, comme aux Etats-Unis, le syndicat ne peut être admis dans une entreprise, c'est-à-dire agir légalement comme intermédiaire dans le marché du travail pour cette entreprise (indépendamment de son statut, soit national soit dans les entreprises de la même branche industrielle), que si un vote majoritaire des salariés impose cette « reconnaissance » à l'employeur : c'est seulement ce vote qui l'accrédite pour discuter des conditions de travail et signer un contrat collectif, valable seulement pour cette entreprise.

** La fusion entre les deux grands syndicats américains — l'A.F.L. (American Federation of Labor), le plus ancien, essentiellement fédération de syndicats de métiers, et le C.I.O. (Congress of Industrial Organisations), fédération de syndicats d'industries formé en 1938 par le regroupement de différents syndicats d'industries — date effectivement de décembre 1955, après que Pierre eut émigré en Amérique du Nord.

apparemment à un minimum : participation aux assemblées, aux « chapitres », aux votes. L'autre syndicat était le CTCC — Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada —, qui fit d'abord sauter le « C » catholique puis se radicalisa dans les années 60 sous le nom de CSN — Confédération des syndicats nationaux —. Pierre n'y adhéra pas, non pas tant à cause de son hostilité au C de Chrétien mais parce que le *closed shop* le contraignait à l'adhésion à l'autre syndicat.

Il gardait des contacts étroits avec les groupes et camarades d'Europe : ceux toujours rassemblés autour de Socialisme ou barbarie, de Pouvoir ouvrier, du Groupe pour le socialisme de conseil, avec d'autres isolés ; il élargissait sa connaissance de l'Amérique du Nord par la lecture des publications radicales américaines (*Dissent*, *New Politics*, etc.). Il ne ménageait pas sa plume ; les lettres de Pierre furent pour leurs destinataires non seulement des fenêtres sur la vie politique et la vie tout court au Canada et aux Etats-Unis, mais une discussion sans fin sur toutes les questions particulières et théoriques que ce monde lève à chaque moment pour qui sait les discerner.

LE REVE AMÉRICAIN ?

Pourquoi, après cette étape canadienne, Pierre alla-t-il en 1958 se fixer avec sa famille, sans son copain cette fois, sur la côte ouest des Etats-Unis, plus précisément à San Francisco ? Lorsqu'on l'interrogeait là-dessus, des années plus tard, il plaisantait sur les six mois de neige du Canada qu'il ne pouvait plus supporter. Sans doute cela tint-il une grande place dans sa décision, car dans une lettre du début de 1959, il vantait le « climat quasi idéal, très doux — peu de différence entre les saisons — » de la Californie.

Mais tout comme il ne s'était pas senti à l'aise au Canada, il se félicitait aussi en même temps d'avoir « trouvé des collègues aimables, solidaires, calmes »,il « n'avait jamais assisté à une altercation ou entendu proférer des insultes ou répandre des ragots contre d'autres ouvriers. Très différent de mes anciens collègues du Nord ». Il ajoutait :

« C'est un vernis... En tout cas, c'est assez agréable lorsque l'on ne se fait pas d'illusions.... » Il disait aussi qu'au Canada il ne souffrait pas seulement du climat, mais du manque de climat intellectuel. Il avait certainement préparé de longue date son départ pour les Etats-Unis, notamment dans son acharnement à apprendre l'anglais avec l'espoir de contacter des milieux de gauche plus importants qu'au Canada.

La réputation « libérale » de la Californie ne pouvait que l'attirer. Il y découvrit alors des relations sociales qu'il n'avait pas pu deviner avant. Ce qu'il vante le plus c'est la ville « intellectuelle, libérale, *sophisticated*, cosmopolite... », tout comme le cercle de relations qu'il a déjà pu établir et qu'il limite volontairement : « Moins mais mieux », écrit-il. A contrario, on peut mesurer ce qu'il a dû souffrir de son inadaptation au conformisme canadien :

« Nous apprécions le changement et ceci sans hésitation ou retenue », souligne-t-il alors. Peut-être les problèmes matériels ont-ils pu le pousser à cette émigration car, dans cette même lettre du début de 1959, bien que se plaignant de son budget serré — « grosses dépenses initiales à amortir qui imposent des restrictions » —, il constatait :

« Situation bonne, très bonne, j'oserais dire. Travail raisonnablement assuré... Gagne honnêtement notre croûte en 35 h, de jour... Supérieurement installés... Bénéficions des avantages matériels de la civilisation locale... Quartier agréable... Ville très belle... Arrière-pays offrant beaucoup de ressources... »

DANS LES SYNDICATS AMÉRICAINS

Il cherche son engagement : syndical — peu de problème de ce côté, car son appartenance canadienne au FTQ lui assura d'emblée la carte syndicale à San Francisco, donc le travail.

Il s'étendait peu sur son activité propre comme militant syndical mais, par contre, il ne cessa, tout au long de sa carrière dans l'imprimerie, d'envoyer en France des articles pour le journal des typos et des correcteurs, décrivant les longues batailles contre les conséquences des « progrès »

technologiques, qui faisaient tomber un à un tous les avantages conquis de longue date par des travailleurs combatifs et sûrs de leur pouvoir. « Carrière » est un bien grand mot, car les typos ayant été poussés hors circuit par l'irruption de l'informatique, Pierre se retrouva déclassé professionnellement, sinon financièrement, aux « petites annonces ».

A cette époque, il n'avait plus aucune illusion sur les syndicats et leur rôle. Dans cette lettre de 1959, il indiquait :

«.. Il y aurait beaucoup à écrire concernant les syndicats. Je me propose d'ailleurs d'y donner beaucoup plus d'attention, car cela est un domaine où je peux faire quelque chose d'utile sans trop de pépins à la clé. En ce qui me concerne, ma position n'a pas varié envers les syndicats. Cela me sépare d'ailleurs de toutes mes relations d'ici qui ont, à un degré plus ou moins grand, un respect quasi superstitieux des syndicats. Là encore, cette attitude d'éléments dont la valeur ne peut être contestée mérite d'être expliquée et comprise. Je ne dis pas approuvée. D'abord, mettons-nous dans l'idée que le rôle de l'AFL-CIO en tant que centrale est très différent d'une centrale européenne, à l'exception peut-être de l'Angleterre. Les fédérations d'industrie ou de métiers détiennent une très large autonomie et les conditions varient beaucoup d'une fédération à l'autre. Inutile d'épiloguer sur les motifs et mobiles des enquêtes sénatoriales sur les syndicats. Ils sont multiples. A retenir, parmi les motifs, celui de discréditer les syndicats. Parmi les résultats : celui d'avoir éliminé un certain nombre de gangsters qui auraient échappé longtemps à la vindicte de la base... ».

« Notre syndicat est conservateur en théorie et en pratique... à l'image de sa soeur française... Mais c'est un des rares syndicats où existe une démocratie réelle (surtout formelle bien entendu) et dont la gestion financière reste à l'abri de toute critique du point de vue légal. Disons que les dirigeants sont très bien payés à tous les échelons. Mais cela ne dépasse pas les normes admises par le cochon de payant qui estime (avec logique) que, vu les conditions actuelles et le programme du syndicat, on ne saurait engager la direction à vivre de l'allocation-chômage. Ce syndicat

très respectable (à tous points de vue) a dépensé près de trente millions de dollars en dix ans pour lutter contre les conséquences de la loi Taft-Hartley *. L'offensive continue à tous les échelons.... sur le plan fédéral, sur le plan de l'Etat de Californie (loi du droit au travail contre l'atelier protégé par un *closed shop*), action de patrons organisés avec caisse de secours contre les grèves, école de jaunes, etc. Cette bataille sur le plan légal, ce harcèlement perpétuel a pour résultat une bureaucratisation croissante des syndicats, vu la multiplicité des tâches, souvent au-dessus des capacités de la base. Je ne prends pas parti, je signale un aspect, simplement pour montrer comment le problème du syndicat peut se présenter ici pour certains ouvriers ».

Celle qui fut pendant un temps la compagne de Pierre décrit ainsi son action dans l'imprimerie où tous deux travaillaient alors :

« ... Il était actif et sa position relativement à la politique du syndicat était bien connue ; mais il n'a jamais joué un rôle leader, c'est-à-dire qu'il n'a jamais cherché à occuper une place de bureaucrate ou à devenir délégué... Mais il était toujours prêt à joindre le piquet de grève, à parler dans les meetings... Toujours disponible pour prêter la main, prêt à donner un dollar pour une bonne cause. ».

Un autre ami américain insistera sur ce dernier aspect : « ... comme tous ses amis, nous avons connu sa générosité envers les autres — pour lui-même, il était radin comme un paysan, il faisait du goutte-à-goutte pour ses dépenses —, sa connaissance étendue de l'Histoire et de la politique, son insatiable curiosité... »

UN ENGAGEMENT POLITIQUE DIFFICILE

Quant à son engagement politique, c'était plus complexe. « ... Ces milieux sont assez élastiques et les frontières indé-

---

* La loi Taft-Hartley, toujours en vigueur, fut votée en juin 1947 sous la couverture de la guerre froide. Elle obligeait notamment les dirigeants syndicaux au serment de non-communisme et était en fait une loi restreignant considérablement le champ d'action des syndicats, soumettant la grève à une réglementation stricte : elle donnait au capital américain des armes pour garantir une exploitation accrue du travail et maintenir la suprématie économique mondiale.

cises.... Les stals sont pourris de flics et les autres groupes font (ou ont fait) l'objet de surveillance attentive. La salade se corse avec la collusion des trotscards avec les stals... Tu connais la situation ici et tu comprendras que ce qui pourrait être simplement ennuyeux (pour l'instant) pour un indigène serait une tuile (sans recours ou bénéfice quelconque) pour moi. Aussi, je tiens mes distances... ».

Cette prudence n'était nullement surfaite et Pierre, ayant vécu la clandestinité pendant la guerre, savait quoi faire, sans passer pour céder à la peur ; dans sa situation d'émigré, alors que les Etats-Unis vivaient alors cette période entre le maccarthysme * finissant et l'aventure vietnamienne naissante, dans un climat intérieur qui voyait se développer les mouvements de résistance noirs aussi bien légalistes que radicaux.

« Concours de circonstances », dira son copain Néron, resté au Canada, pour expliquer que pendant plus de dix années ils perdirent pratiquement le contact, sans qu'aune divergence soit apparue entre eux. S'il écrivait en 1959, peu de temps après son installation en Californie et parlant de cet engagement politique, qu'il y avait « beaucoup de choses à voir, à apprendre et qu'il ne regrettait pas du tout l'expérience » et « qu'il savait ce qui se passait en gros », il ajoutait qu'il « faudrait du temps, de l'argent et aussi beaucoup de patience pour dépouiller tout ce fatras, sans grand intérêt pour la plupart » parlant de la vingtaine de publications se réclamant du socialisme.

Il revenait sur ce milieu où il cherchait manifestement où il pourrait exprimer sa révolte, son énergie et sa passion de militant :

« Schachtman ** est entré avec son groupe dans le Parti

---

* Maccarthysme : sous-produit de la guerre froide, doctrine du sénateur républicain Mac Carthy. qui inaugura et poursuivit férocement, de 1950 à 1954, une chasse aux sorcières contre ce qu'il considérait comme l'infiltration communiste aux Etats-Unis. De nombreux citoyens américains de tous milieux et de toutes activités furent touchés par cette purge qui entretint pendant des années une atmosphère empoisonnée de suspicion et de délation, notamment dans les milieux politiques.

** Max Schachtman (1903-1972) entre en 1921 dans le Parti communiste américain (P.C.A.). Trotskiste, il en est exclu en 1928. On ne peut donner ici les péripéties d'un itinéraire politique pour le moins sinueux (dont le soutien sans réserve aux Etats-Unis dans la Seconde Guerre mondiale) qui aboutit en 1964 à la formation d'International Socialists (I. S.) (voir note *** de la page 23).

socialiste après avoir été rayé de la liste noire (celle du maccarthysme). Quant aux trotskistes de *The Militant* (groupe Cannon), ils sont en flirt assez poussé avec les stals sur le plan local. Bien entendu Schachtman déconne de plus en plus et les trots sont de plus en plus stals, ne parlant plus du Vieux * mais uniquement des merveilles de la production planifiée à l'Est et en Asie... Le PS est mort, quelques vieux birbes dans tout le pays ; quant aux stals, ils sont, même persécutés, infiniment plus nombreux et puissants que les trots ; de plus, c'est un mariage empoisonné car il est indéniable que les stals sont vomis par la population, même par les éléments ouvriers qui sont écœurés des versions officielles... Le groupe qui incontestablement a la plus large audience est le Socialist Labor Party **, vénérable organisation des dévôts de Daniel de Léon. Ils sont très bien organisés et renferment certainement de bons éléments. Mais il faut attendre une providentielle épidémie pour débarrasser leur parti des octogénaires pour donner une chance aux jeunes couches de s'exprimer, si toutefois ils ont quelque chose à dire... »

Il est difficile, pour toutes ces raisons, de retracer avec précision la vie de Pierre dans les dix années qui suivirent. Il finit par adhérer au groupe encore bien influencé par le trotskisme International Socialists (I.S.) ***. Dans son acti-

---

* « Le Vieux » désigne Léon Trotsky.

** Le Socialist Labor Party (S. L. P.), autour du théoricien Daniel de Leon, eut son heure de gloire avant la guerre de 1914. Ni anarchistes, sociaux démocrates mais influencés par le marxisme, fortement présent dans les I.W. W. Il posséda même en ce temps un quotidien en langue allemande. Mais son importance et ses publications déclinèrent peu à peu jusqu'à maintenant : la seule publication survivante *The People* vient d'annoncer sa disparition.

*** Voici comment Pierre décrit International Socialists (I. S.) à cette époque : « I. S. est une petite organisation. Leur canard tire peut-être à 2 500. Ils se sont développés beaucoup dernièrement, certes, mais ils n'ont guère qu'une dizaine de groupes aux Etats-Unis Leur histoire : l'ancienne ISL (International Socialist League) qui publiait *Socialist Appeal* et *News International,* s'est dissoute dans le PS (Parti socialiste) il y a déjà longtemps. Schachtman est à la droite du PS et s'occupe surtout de travaux théoriques. C'est Draper qui, de Berkeley, a patiemment bâti un club, puis plusieurs. Maintenant, c'est une organisation... Tout ce que je peux dire est que l'IS refuse le socialisme par « en haut », dispensé par une élite... Il se différencie des autres groupes (trotskistes, maoïstes, etc.) par sa conception démocratique du socialisme... » On peut comparer ce que Pierre dit à ce moment et ce qu'il dira plus tard lorsqu'il quittera cette organisation (cité dans la biographie ci-dessus).

vité militante au sein du syndicat Typographical Union, il avait rencontré Linda, qui deviendra sa compagne, qui rejoignit IS et que rejoignit Pierre après avoir mûrement pesé sa décision comme en font foi ses lettres ; c'était une sorte de pis-aller pour ne pas rester inactif et isolé politiquement.

Voici comment il définissait ses positions dans une lettre du début des années 70 :

« ... Où suis-je ? *Well,* disons toujours en accord avec SB première cuvée, ayant signé et en partie rédigé le texte d'entrée de la minorité bordiguiste dans SB. Même en accord avec pas mal de théories développées ultérieurement. En accord général avec *Pouvoir Ouvrier* issu de SB. Pour le reste, suis en accord avec pas mal de gens sur des points limités (Munis, RI, ICO, etc.) L'apport de tous ces gens est extrêmement important mais contient beaucoup de jugements hâtifs, prématurés et des généralisations abusives et dogmatiques. Aux Etats-Unis, j'ai le choix entre trois groupes :

1) Internationalism de New York, proche de RI. * Fort honnêtes gens. Un groupe minuscule, ce qui n'est pas un crime en soi mais dont les possibilités d'action et de développement sont pratiquement nulles. Dans ces conditions, il en est de même dans une certaine mesure pour leur développement théorique ;

2) News and Letters ** de Raya Dunayevskaya. Fort honnêtes gens aussi. Ils sont de plus en contact avec le monde et ne vivent pas dans un bocal ;

3) International Socialists. Issus du mouvement trotskiste il y a trente ans. Guère plus nombreux que News and Letters. Actifs dans les boîtes, ouvriers agricoles, autres activités. C'est eux que j'ai choisi. L'organisation est démocratique. Mes vues sont connues et admises. De plus, l'orga-

---

* Révolution Internationale (R. I.) fondé peu de temps avant 1968, impulsé par Marc Chyryk (voir note ** de la page 13), participa une année aux travaux d'I.C.O. (Informations Correspondance Ouvrières) puis lança en 1969-70 le Courant communiste international (C.C.I), regroupement, pour une organisation militante et structurée hiérarchiquement, de communiste de conseils.

** News and Letters est issu d'un courant, la tendance Johnson-Forest (1947-1950), sortie du Workers Party (trotskiste), dont il s'est séparé autour de Raya Dunayevskaya, théoricienne du « marxisme-humanisme ».

nisation a une bonne conception du socialisme d'en bas. Il subsiste certes bon nombre d'imprécisions, illusions, etc. concernant le trotskisme passé et le bolchevisme, mais dans beaucoup de cas cela révèle plus un attachement sentimental qu'une conviction profonde et raisonnée. Donc, pour l'instant du moins, je suis à l'aise dans l'IS, malgré mes nombreux désaccords. »

C'est ce que confirme un de ses anciens camarades, expulsé d'IS peu de temps après la démission de Pierre : « ... jusqu'à ce qu'il quitte IS, Pierre ne cessait de nous rappeler qu'il n'était pas complètement d'accord avec la politique d'IS... Les points d'accord étaient l'opposition bien claire, à la fois au capitalisme et au stalinisme, et l'accent mis sur le "mouvement de la base". IS était un groupe léniniste "modéré" et Pierre était sur des positions très critiques du léninisme... »

AVEC LES FARM WORKERS : VERS L'AMÉRIQUE LATINE

Son engagement syndical et politique, son engagement tout court, l'amena à militer plus activement, participant à toutes les actions de solidarité notamment avec le mouvement des ouvriers agricoles, qui débuta en 1962 avec la formation par César Chavez de la Farm Workers Association qui, plus tard, se transforma en syndicat d'ouvriers agricoles *.

* Pour situer la condition des ouvriers agricoles de Californie, il suffit de rappeler que de 1953 à 1956 le gouvernement américain, par l'opération « Wetback », arrêta et expulsa deux millions d'émigrants mexicains « illégaux ». Diverses organisations de résistance furent créées, dont The Farm Workers Association (F.W.A.), fondée en 1962 à Delano (Californie) par César Chavez et Dolores Huerta. Elle essaie de regrouper les ouvriers agricoles traités comme de véritables esclaves.En 1963 éclate en Californie une grève des ouvriers agricoles philippins travaillant à la cueillette du raisin de table. La F.W.A. apporte son soutien à cette grève et Chavez, en 1966, mène une marche de 500 kilomètres, de Delano à Sacramento, organise un boycott du raisin aux Etats-Unis et au Canada, mène plusieurs grèves de la faim contre la violence dont sont victimes les grévistes. La F.W.A.se transforme en syndicat, United Farm Workers of America, affilié à l'AFL-CIO en 1973. En 1975, l'Etat de Californie garantit aux ouvriers agricoles les mêmes droits qu'aux autres travailleurs.Tout ceci n'a été acquis qu'aux prix de luttes incessantes, souvent violentes et violemment réprimées et, même légalement reconnu, le syndicat des ouvriers agricoles se trouve aux prises avec un harcèlement constant. Chavez est décédé en 1993.

La section locale du syndicat des typos organisait des voyages mensuels à Delano, centre névralgique du mouvement de grève et de boycott, avec des approvisionnements de toutes sortes collectés à San Francisco : c'est au cours de ces expéditions et des nombreuses manifestations de soutien que Pierre rencontra celle qui devait devenir sa seconde compagne, Linda, appartenant à la même section syndicale et également militante de chaque instant dans cette lutte.

A l'époque de sa séparation d'avec sa première femme Marcelle, en 1969-70, survint un drame qui marqua profondément Pierre mais dont il ne parlait jamais, pas plus que des « problèmes » qui auraient pu l'expliquer : la disparition de son fils Max ; malgré toutes ses recherches il n'en retrouvera jamais la trace et, lors du décès de Pierre, Max était encore porté disparu. Bien que divorcé une seconde fois, il resta l'ami fidèle de Linda, participant avec elle à toutes les activités d'opposition de cette période, marquée aux Etats-Unis par ces turbulences internes et plus particulièrement par l'opposition à la guerre du Vietnam.

Dans son militantisme en faveur de ces émigrés latino-américains surexploités, Pierre s'était découvert l'impérative nécessité d'apprendre l'espagnol : peut-être à son insu avait-il pris ce complexe des Américains radicaux ou libéraux, portant en eux la honte secrète et impuissante des exactions qui émaillent régulièrement la domination sur cette chasse gardée de l'impérialisme américain qu'est le continent sud-américain ; peut-être aussi l'influence insidieuse de la civilisation ibéro-indienne dans une ville comme San Francisco et dans la Californie lui infusa-t-elle cette fascination pour ces civilisations décimées ; peut-être aussi l'influence de Linda, qui avait toujours été passionnée par le Mexique.

Il apprit l'espagnol avec la même ténacité qu'il avait montrée à apprendre l'anglais, fit de fréquents voyages dans l'Amérique centrale, qu'il découvrit en même temps qu'il s'y découvrait une passion : le champ d'observation et de réflexion de ses lettres s'élargit dans des récits de voyage qui pourraient presque en faire des pages d'anthologie socio-ethnologique.

UNE TENTATIVE AVORTÉE : A WORLD TO WIN

Pourtant, d'autres luttes l'avaient entre-temps rattrapé. Quand survint Mai 68, il ne put résister à l'appel à la fois de ses racines et des événements aussi fous qu'imprévus qui secouaient la France, et dont l'onde de choc allait s'étendre quelque peu en Europe.

Il ne put résister à faire le voyage, accompagné de Marcelle, sa première compagne. Son enthousiasme peut avoir été quelque peu troublé par les difficultés ravageant déjà les relations dans le couple et que ce retour aux sources, qui était aussi un autre éloignement, peut avoir avivées. Le fait est que, quelques mois après son retour, ils se séparèrent définitivement et que Pierre rejoignit Linda.

Il semble que Pierre avait puisé dans ce renouveau politique quelque peu excitant de nouvelles énergies pour aller de l'avant : cela lui valut de nouvelles ouvertures, de nouvelles discussions et une sorte de recomposition du « milieu ultra-gauche ». Cela prit néanmoins quelque temps. Pierre quitta l'I S au début de 1975. Dans une lettre de février 1976, il donnait des précisions :

« L'évolution de l'IS est venu confirmer mes pires pronostics, exprimés dans ma lettre de démission il y a un an. La bolchevisation amorcée à la dernière convention apporte ses fruits. Deux vétérans de l'IS ont été priés de démissionner... En fait, ils sont les boucs émissaires pour l'échec relatif de l'IS dans son programme de recrutement ouvrier... ».

Il ne fait pas de doute que les discussions et les contacts qui se déroulèrent dans cette période post-68 modelèrent la formation d'un nouveau groupe, pour une bonne part sous l'animation de Pierre. Il n'en fut pas vraiment l'initiateur. Cela débuta, aux premiers jours de décembre 1975, par des discussions à San Francisco en vue de former une Fédération socialiste libertaire. Après plusieurs réunions, ils étaient encore près de quarante, à la fin de janvier 1976, à élaborer péniblement une plate-forme. C'est de ces discussions que devait naître ce nouveau groupe.

La déclaration préliminaire de ce groupe, *A World to Win* (« Un monde à gagner »), fut rédigée en mai 1976. Elle refusait les étiquettes marxiste ou anarchiste et se voulait

« le reflet de la situation du mouvement révolutionnaire » de ce moment-là. Après avoir souligné que des « réformes ne pouvaient résoudre la crise de la société capitaliste », cette plate-forme précisait qu'une « organisation révolutionnaire est nécessaire pour faciliter l'échange des idées et pour avoir des contacts et pour coordonner les efforts des révolutionnaires ». Cette même organisation devait « assister les travailleurs dans leur lutte contre toutes les formes de l'oppression et de la domination capitaliste ».

Le groupe commença la publication d'un bulletin, *Now and After* : quelques numéros seulement virent le jour, le groupe se disloqua en 1979 et même ceux qui y avaient participé se dispersèrent de par le monde.

Pierre résumait ainsi cette disparition :

« ... Malgré l'accueil favorable donné à notre dernière publication, nous n'avions pas réussi à briser notre isolement, particulièrement dans la région de la Baie. Cet isolement a aggravé les divergences au sein de notre groupe et rendu futile notre existence en tant qu'organisation. »

Il ajoutait : « Notre groupe a été fondé presque par accident et nous étions handicapés dès le début : manque d'homogénéité en dehors d'un accord assez vague, manque de talents, manque de fric, manque de militants de choc, etc. »

Comme l'écrira son copain Néron, Pierre « n'était pas du tout pessimiste, mais réaliste : il ne voyait pas de débouchés dans un avenir prévisible. Aussi son intérêt était-il surtout intellectuel — comme il disait : "quelque chose pour la matière grise". Le groupe était plutôt une famille reconstituée ».

De fait, il garda longtemps un contact suivi, même des rencontres-discussions avec ceux des anciens de A World to win, tout comme il gardait des contacts avec les anciens de l'IS restés en Californie, sans illusions sur les perspectives qui auraient pu en résulter.

« Pour moi et pour la majorité des copains, il ne s'agit pas d'un choix de principe entre organisation et participation à des actions données. L'organisation, à ce stade, ne signifie rien... Nous ne travaillons d'ailleurs pas dans la "masse" mais avec des copains politisés.... ».

JUSQU'AU DERNIER MOMENT, UNE CORRESPONDANCE ASSIDUE

Pierre, après 1980, se replia sur ce qui n'avait jamais cessé d'être un élément central de son activité : les relations épistolaires. Il fut le « correspondant » fidèle et régulier de camarades divers qu'il avait croisé dans sa déjà longue carrière militante ; on peut en trouver trace dans le bulletin des correcteurs, dans *Echanges* *. Il commença certainement dans cette période à réunir les matériaux pour *Les Internationalistes du « troisième camp » en France pendant la Seconde Guerre mondiale,* qu'il publia en 1985 en anglais, d'abord, disait-il, comme un témoignage à l'intention des Américains.

Ces années furent aussi marquées pour lui par les dernières batailles syndicales autour des ravages de l'informatique-automatisation dans l'imprimerie, les fusions de journaux et de groupes de presse et des « restructurations » qui s'ensuivaient. Finalement il fut mis à la retraite, ce qui n'était pas pour lui déplaire car il pouvait se consacrer à plein temps à toutes les activités « en dehors » et à ses voyages.

Il ne devait pas jouir longtemps de cette « liberté ». La maladie, un cancer, devait le cueillir insidieusement le 17 mai 1994, après lui avoir laissé croire qu'elle pouvait l'accompagner pour un temps plus long sans trop de peine. Il avait même fait, quelques mois auparavant, un dernier périple en Amérique latine. Courage devant une adversité qu'il connaissait mais refusait de montrer, résistance physique d'un corps un peu « force de la nature » comme l'était Pierre, qui put le dire dans la surprise de voir soudain l'issue fatale faire irruption dans les échanges qui continuaient normalement, seulement précédés désormais de bulletins de santé optimistes.

Une dernière lettre du 8 mai, adressée à tous ses camarades de par le monde, ne laissait aucune illusion :

« Je ne peux plus écrire correctement et une amie va

---

* Echanges et Mouvement est issu d'Informations Correspondance Ouvrières, lui-même issu, sous le nom de Informations Liaisons Ouvrières, d'une scission de Socialisme ou Barbarie en 1958.

taper cette lettre pour moi. Je vous prie de m'excuser de cette circulaire passe-partout qui met sur le même pied des amitiés de cinquante ans et des relations plus récentes. Je n'ai pas le choix... L'hôpital m'a renvoyé chez moi pour y mourir en paix, assisté par le service hospice pour m'aider à avoir une mort très douce... Je n'ai aucune idée de la façon dont se dérouleront mes derniers jours, donc ne soyez pas surpris si vous ne recevez plus de mes nouvelles. Une des fiertés et bonheurs de ma vie aura été d'avoir eu le privilège de vous connaître, de travailler avec vous et d'avoir reçu votre amitié... »

« Mon ami Camille, un être exceptionnel, un militant comme beaucoup d'autres. » Ces quelques mots de son copain Néron, chacun de ceux qui l'ont connu de près aurait pu les écrire. « L'histoire de l'humanité a été écrite avec le sang et les larmes de ceux qui n'ont pas accepté. Le réalisme prudent peut sembler commander une attitude passive et nous permettre de jouir des miettes qui tombent de la table des grands. Mais l'acceptation n'a pas de limite et que faire quand les miettes ne tombent plus. Camille ne se posait pas ces questions, dès son jeune âge son engagement était total, il n'a jamais faibli. Dans les pires moments, lorsqu'il a perdu son fils, ce qui l'a beaucoup affecté plus qu'il ne l'a laissé paraître, ou lorsqu'il se débattait dans les ennuis financiers, il n'a cessé la correspondance serrée qu'il entretenait avec plusieurs d'entre nous où il débattait aussi bien des grands problèmes de l'heure que des positions pratiques qu'ils entraînaient... Les anciens camarades qui l'ont connu seront sans doute étonnés si je parle de son esprit libertaire... Je rappelle cette phrase qu'il aimait répéter, justifiée par son souci d'efficacité : "S'il y avait un Lénine dans notre groupe, je coucherai sur son paillasson pour qu'il puisse travailler"... Il faut y voir là d'abord son respect quasi mystique pour le travail, son souci d'efficacité... mais ce n'était pas un séide. Il gardait toujours en tout temps son esprit critique et n'a jamais succombé aux facilités du dogmatisme. Cette adhésion tactique était tempérée par cette maxime, qui venait du fond de son être et qu'il a répétée jusqu'à ses derniers jours : « Ni dieu, ni césar, ni tribun. » Il ne faut pas prendre à la lettre ses réflexions à l'emporte-

pièce ; il n'y croyait pas tout à fait lui-même ; elles faisaient partie de sa manière de vivre. Que l'on ne s'y méprenne pas, il se faisait plaisir avec ses boutades, c'était le sel de sa vie laborieuse, je veux dire de sa vie militante laborieuse, mais il n'aurait pas laissé percer la moindre confusion sur ses idées, que ce soit le sexisme, le racisme, l'intolérance ou autres, et, s'il percevait chez son interlocuteur la moindre confusion, tout de suite il reprenait une argumentation sérieuse, documentée comme toujours.

Cette attitude le desservait quelquefois vis-à-vis de ceux qui le connaissaient moins et le trouvaient pontifiant. C'était une des contradictions de cette personnalité complexe : scrupuleux sans limites, extrêmement modeste, ce n'était pas un communicateur. Et pourtant un excellent conférencier. Lorsqu'il faisait des exposés historiques vivants, il passionnait son auditoire. »

Deux camarades de Pierre de San Francisco, qui furent avec lui dans IS, après avoir écrit que « leur amitié s'est poursuivie sans fléchir pour le reste de sa vie », ajoutent : « Nos vies se sont enrichies d'avoir connu Pierre. Quoiqu'il fut toujours réaliste quant aux perspectives immédiates de l'évolution vers un monde meilleur, il ne perdit jamais sa vision de la direction dans laquelle l'humanité devrait s'engager un jour... »

Puisse son dernier travail, qu'il prépara avec autant de soin que tout ce qu'il faisait, passionner ceux qui y trouveront intérêt.

Pierre Lanneret et Linda participent à un piquet du syndicat des imprimeurs à San Francisco vers 1970.

DUES

The dues of the Union (exclusive of I. T. U. dues) shall be 1 per cent or more of the gross earnings of each member actively engaged at the business, and $2.00 per month of those engaged in other pursuits, provided, that the local percentage dues, to the amount of $1.00, shall be remitted to those members in attendance at the regular meeting of the Union at 2 p. m., and who remain until 3:30 p. m., and to committeemen attending various meetings under authority of the Union be allowed a rebate of $2.00 for each such meeting attended, who are not being paid by the Union for attending such meetings. A member compelled to go to work at his regular employment shall be excused by the President without forfeiting the rebate privilege.

Any member in attendance at meetings of the Chairman's Forum shall be allowed a rebate for attendance the same as members of Committees of this Union.

In computing the percentage on earnings, even dollars only are to be counted—50 cents or more to be counted as $1; less than 50 cents not to be counted.

In an office where the dues are collected by the Chairman, members must furnish such Chairman a statement of their earnings weekly.

In an office where there is no Chapel, members must keep an account of their earnings and shall furnish same and pay dues to the Secretary-Treasurer each month

Every member working under the jurisdiction of the Union shall pay dues on all wages RECEIVED up to the last Saturday of each month on the payday following the last Saturday of the month. Any member failing to pay such dues and fines at the above time shall not be entitled to work in any office under the jurisdiction of the Union until such dues and fines have been paid: provided, that the Executive Committee may grant a delinquent member a permit to work upon satisfactory showing that applicant has not been able to pay his dues. Any member of the Union neglecting to pay said dues and fines for four months shall be dropped from the roll. Application for renewal of membership must be under provisions of I. T. U. General Laws.

Regular Union Meetings on the third Sunday of each month.

Any member who is not in possession of an International Working Card for the current month, or to whose card International Dues Stamps, showing all dues up to the current month to have been paid, are not attached, shall be deemed as delinquent to the International Union, and shall not be entitled to any benefits.

No Chapel shall permit any member to go to work in its office unless he shall be in possession of a Working Card for the current month, or a permit.

Any member securing or attempting to secure work in any organized chapel without first presenting his working card to the chairman or acting chairman shall be subject to a penalty of not less than $25 for a first offense and to suspension for such period of time as the Union may determine for a repetition of such offense.

In all offices not having an organized chapel, members shall identify themselves by showing their working card to the foreman before applying for work. Any member securing or attempting to secure work in any unorganized chapel without first showing his working card to the foreman shall be subject to the penalites prescribed in the first paragraph of this section.

In shops not subject to the Labor Management Relations Act as amended, foremen are prohibited from employing members who have not complied with the provisions of the foregoing and any foreman employing or attempting to employ a member who has not first presented his working card to the chairman of the chapel or, in an unorganized chapel, has not shown his working card to said foreman, shall be subject to the penalties prescribed in the first paragraph of this section

1971

Lanneret, Pierre

Register No. 75145

S. S. No.

San Francisco
Typographical Union
No. 21
Working Card

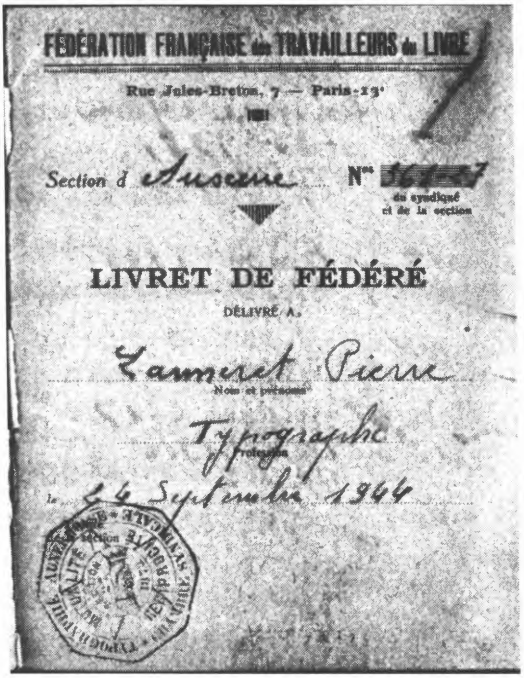
A member reporting sick must have his or her working card deposited with the Secretary-Treasurer, and the same shall remain in the Secretary-Treasurer's possession until the member personally makes application for it. All members exempt from such dues and assessments shall notify the Secretary-Treasurer every four months of such incapacity, which shall be certified to by a regular physician. No such exemption shall avail unless such notification appears on record at the rooms of the Secretary-Treasurer. (Local General Law.)

SECRETARY'S OFFICE HOURS—8:15 a.m. to 4:45 p.m. excepting Saturdays and Holidays

26 THIRD STREET, S. F. 94103 Phone 421-6722

90

A gauche, Pierre Lanneret, à droite, Vega, dans le jardin de sa maison à San Francisco dans les années 80.



FÉDÉRATION FRANÇAISE des TRAVAILLEURS du LIVRE

Rue Jules-Breton, 7 — Paris-13e

Section d'Auxerre N° [redacted]

du syndiqué et de la section

LIVRET DE FÉDÉRÉ

DÉLIVRÉ A :

Lanneret Pierre

Nom et prénoms

Typographe

Profession

le 14 Septembre 1944

PROLETARIER ALLER LÄNDER VEREINIGT EUCH!

Spartakus

ORGAN DER REVOLUTIONÄREN KOMMUNISTEN DEUTSCHANDS

(Bewegung für die Neue Kommunistische Internationale)

No. 2 Juni 1945 3. Jahr.

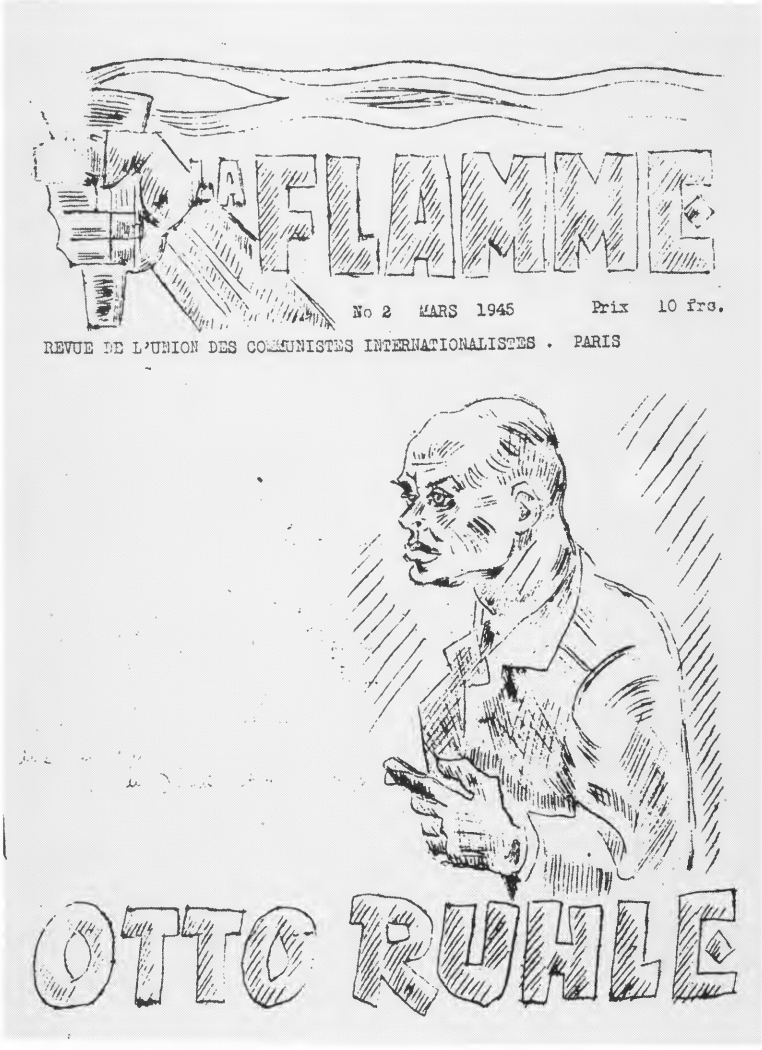
VORWÄRTS ZUR ARBEITERMACHT

SPARTAKUS niedergeschlagen ?! Ob gemacht, wir sind da
wir bleiben da, und der Sieg wird unser sein!
TROTZALLEDEM! Karl Liebknecht

Das III. Reich Adolf Hitlers ist kläglich zusammengebrochen und hat Millionen deutscher Proletarier unter seinen Trümmern begraben. Der deutsche Imperialismus hat nichts als Elend, Hunger, Tod und Schrecken ueber Europa gebracht. Seit vielen Monaten haben das deutsche Volk und vor allem die Arbeiter und Soldaten, die Matrosen und Arbeiterfrauen, durch Streiks, Demonstrationen und Massendesertionen getrachtet, dem Raub- und Mordkrieg ein Ende zu bereiten und die Nazibourgeoisie hinwegzufegen. Sie haben dadurch die Nazibourgeoisie gezwungen, die Waffen bedingungslos zu strecken. Denn wenn einmal das Kanonenfutter streikt und meutert, werden auch die Bonzen und Führer kleinlaut.

So ist die erste revolutionäre Welle ueber Deutschland hinweggerollt. Die Hitlerclique ist fast spurlos verschwunden. HITLER hat scheinbar Selbstmord begangen. GOEBBELS hat bis zum letzten Atemzug gelogen, um neue und neue Blutopfer zu erpressen. HIMMLER, der Oberhenker, das blutrünstige Schwein, das Millionen deutscher und auslaendischer Arbeiter zu Tode foltern liess, wagte es noch vor seinem Verrecken "Diplomat" zu spielen. GOERING, der verfettete Reichstagsbrandstifter, hat sich mit vollem Ordensschmuck den Amerikanern zur Verfuegung gestellt. VON PAPEN, der schlaue Fuchs, der General DITMAR, KRUPP und viele andere

Spartakus, l'organe du R.K.D. n° 2, juin 1945.



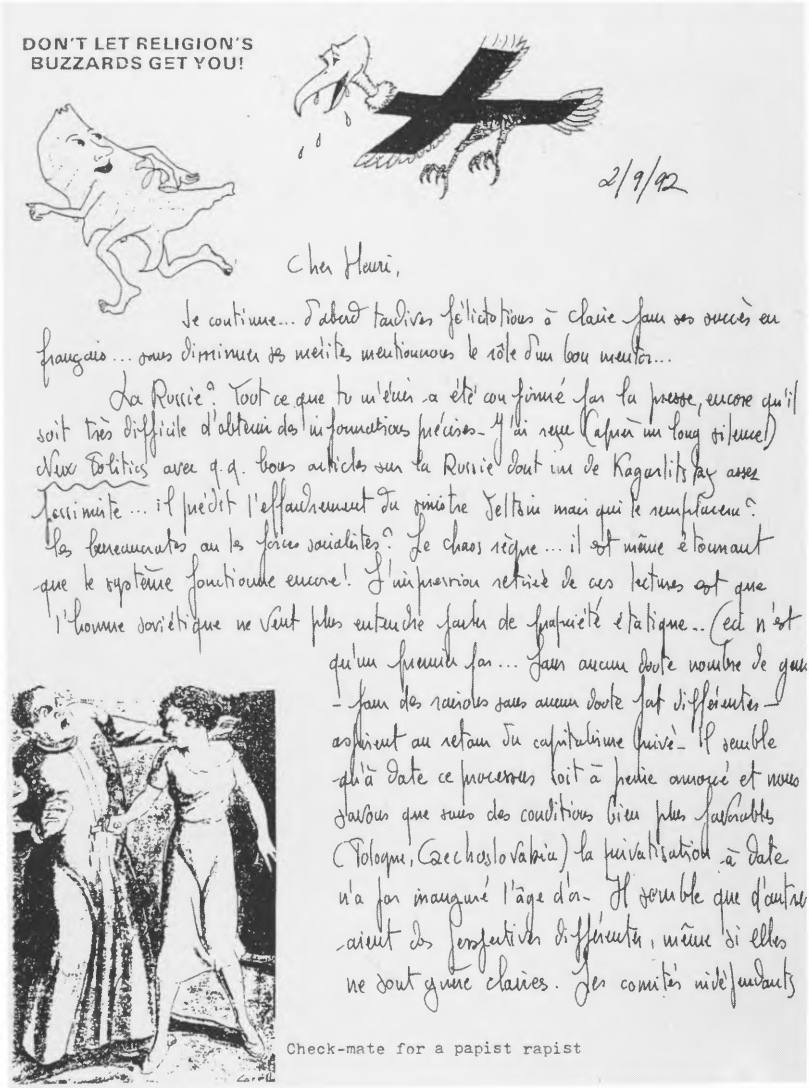
La Flamme n° 2, mars 1945
Revue de l'Union des Communistes Internationalistes

La lutte des Chicanos

UFWOC
HUELGA!

La lutte des Chicanos

Pierre Lanneret aimait à affirmer son anticléricalisme sur le papier à lettre qu'il utilisait.
Ici une lettre adressée à un camarade français où il donne son impression sur la situation en U.R.S.S.



LES INTERNATIONALISTES DU « TROISIÈME CAMP » EN FRANCE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Pierre Lanneret — Camille de son nom de guerre sociale en France — avait écrit sur ce qu'il considérait justement une partie méconnue car délibérément ignorée des luttes autour de la Seconde Guerre mondiale.

Ce bref texte, *Les Internationalistes du « troisième camp » pendant la Seconde Guerre mondiale,* fut d'abord publié à compte d'auteur en anglais, sous le pseudonyme d'Ernest Rayer — à destination avant tout des militants américains. Une traduction en français parut, sous le même pseudonyme, dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 39.

Après le décès de Pierre, quelques-uns de ses anciens camarades ont pensé rééditer ce travail en le faisant précéder de la biographie qui figure dans la première partie de cet ouvrage. Celle-ci a été rédigée en commun, en utilisant matériaux et souvenirs conservés par les uns et par les autres ; chacun de ceux qui y ont participé savent que ce n'est pas un travail exhaustif mais ils ont pensé tracer les grandes lignes d'un itinéraire politique qui fut aussi, d'une certaine manière et en partie, le leur.

Cet ensemble paraît dans deux éditions distinctes, en français et en anglais. Le texte anglais est celui de Pierre, à l'exception d'une note dont l'insertion dans le texte a été déplacée. Le texte français est basé sur la traduction des *Cahiers Léon Trotsky,* après rétablissement de quelques omissions et de l'intégralité des notes de l'édition anglaise .

Octobre 1994

*Les pages qui suivent décrivent succinctement les activités des noyaux internationalistes du « troisième camp » en France, pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous n'avons connaissance d'aucune étude exhaustive sur ce sujet. Jean Rabaut * consacre quelques lignes condescendantes (et non dénuées d'erreurs) aux internationalistes, tandis que Craipeau ** en parle plus longuement et sans animosité, mais confond par exemple le groupe Laroche (G.R.P.-U.C.I.) avec les C.R. (voir plus loin). En conséquence, ce petit chapitre d'histoire révolutionnaire est assez peu connu, même dans les sphères d'extrême-gauche. Cet article se propose de remédier partiellement à un tel état de fait en attendant que les spécialistes obtiennent de pouvoir faire des recherches dans les archives privées et publiques et d'interroger les survivants.*

Il fallait manifestement exclure les groupes trotskystes de cette étude. Avec assurément bien des nuances talmudiques, les trotskystes n'ont jamais cessé pendant toute la durée de la guerre de clamer fièrement leur soutien à l'Etat ouvrier et de chanter les exploits de son armée, ainsi que le rôle révolutionnaire qu'il était susceptible de jouer. Avant, pendant et après la guerre, les trotskystes ont sans arrêt donné des conseils, fait des suggestions, lancé des appels pour la création d'un front uni, promis leur soutien, conditionnel ou total, à la

---

* Jean Rabaut, *Tout est possible*, Denoël, Paris 1974.

** Yvan Craipeau, *Contre vents et marées. Les révolutionnaires pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Savelli, Paris 1977 ; *La Libération confisquée*, Savelli-Syros, Paris 1978.

classe dirigeante russe et à son agence française, le Parti communiste. A l'intérieur de ce cadre idéologique, les trotskystes, cela doit être dit, sont restés sur le terrain de la lutte des classes pendant cinq années au cours desquelles ils ont déployé une activité illégale constante et audacieuse. Ils ont le grand mérite d'avoir lancé un travail de fraternisation et de propagande parmi les soldats allemands.

Il n'est pas dans nos intentions de nous étendre davantage sur les trotskystes, sur les activités desquels nous avons à présent de nombreux documents, y compris les reproductions photographiques de leur presse clandestine. Il suffit de dire que les divergences entre les trotskystes et la gauche dite « ultra » étaient et demeurent néanmoins incontournables.

La période de guerre ne peut être traitée indépendamment, et nous la ferons précéder d'une courte histoire des courants politiques entre les deux guerres, au risque, il ne faut pas le nier, de tomber dans des généralisations abusives : vingt années d'histoire sociale ne peuvent être correctement résumées en quelques pages. Les références, en général de source anglaise, ont été réduites au minimum.

Il a été impossible de localiser les tout premiers écrits de la Gauche internationale (les bordiguistes) publiés pendant la guerre. Etant donné que ce courant politique tout à fait spécifique est à peine connu aux Etats-Unis, nous jugeons utile de lui accorder plus de place que ne justifie le rôle qu'il a joué pendant la guerre.

EN 1914, l'« Union sacrée » — expression signifiant l'abandon de la lutte des classes et la participation des organisations socialistes à l'effort de guerre — apparaît dès le début de la Première Guerre mondiale. Après juillet 1935, les derniers masques tombent et l'Union sacrée devient une réalité quatre ans avant la Deuxième Guerre mondiale. En 1914, on invoque la nécessité de combattre le militarisme prussien. En 1935, on utilise l'antifascisme pour conduire la classe ouvrière à de nouveaux massacres. Qu'est-il arrivé aux organisations de la classe ouvrière qui, depuis 1918, avaient juré de s'opposer à un autre conflit ?

LE PARTI SOCIALISTE S.F.I.O. (SECTION FRANÇAISE DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE)

Parti d'enseignants, de fonctionnaires et petits artisans, plus que parti prolétarien, le P.S. peut cependant revendiquer l'électorat ouvrier dans certaines régions. Au congrès de Tours (1921), où la majorité s'est constituée en Parti communiste, ces social-démocrates détenaient un tiers des mandats. Aidés par la crise permanente au sein du P.C., ils eurent vite fait de reprendre le terrain perdu et prirent le dessus sur les partisans de Moscou. Grâce à l'ancienneté de leur tradition et à leur alliance avec le parti radical *, ils eurent une représentation parlementaire significative.

* Lors de sa fondation (1901), le Parti républicain radical et radical-socialiste (son

A Tours, sous la pression des militants de base radicalisés par la guerre et la révolution russe, les socialistes trouvent des excuses pour expliquer le passé et font des promesses pour l'avenir. En fait, ils n'ont rien appris, tout oublié. Le parti est l'aile gauche du radicalisme bourgeois : libre de tout engagement dans un programme ou une stratégie pour une révolution, et libre aussi de toute responsabilité dans l'Etat bourgeois, le P.S. manœuvre sur une ligne de juste milieu ; accordant ou refusant son soutien à d'éphémères coalitions gouvernementales. Souvarine décrit le parti comme divisé entre réformistes sans réformes et révolutionnaires sans révolution. L'appareil du parti est assez robuste pour tolérer une aile gauche bruyante qui apporte une vie et un vernis radical — combien nécessaires — à la vieille organisation. La plupart du temps, le P.S. vote contre les crédits militaires *, mais personne ne doute de l'empressement de ce parti à remplir, comme en 1914, ses obligations patriotiques quand on le lui demandera.

LE PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.) (SECTION FRANÇAISE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE)

Dès sa naissance, en 1921, le P.C. est une formation hétérogène où des pacifistes petits-bourgeois peuvent côtoyer des syndicalistes révolutionnaires. Nombreux sont ceux qui ne comprennent pas pleinement les implications de leur adhé-

---

nom intégral) est une coalition informe, mais peut être considéré comme la gauche de la démocratie bourgeoise. Le parti soutient quelques réformes de structure (nationalisation), se pose en « défenseur de la République » et est, à ses débuts, fortement anticlérical. Sa base électorale est en province, chez les paysans et les classes moyennes. Le parti n'a pratiquement pas d'adhérents individuels. C'est un parti de notables, de comités électoraux, avec une discipline très lâche, aussi bien au Parlement que dans les villages, ce qui permet aux radicaux de se déplacer de la droite vers la gauche selon les nécessités. Le parti a souffert de son rôle peu reluisant durant la guerre et a disparu de la scène politique française.

* Léon Blum, *For all Mankind*, Viking Press, New York. 1946 : « C'est vrai que dans un esprit de fidélité rituelle à un symbole traditionnel, le parti socialiste parlementaire a coutume de voter contre les crédits militaires, sachant bien que ce vote n'empêchera pas qu'ils soient votés et qu'il ne fait pas de doute que cette attitude soit plutôt hypocrite. » Blum, plus loin, explique comment, une fois au pouvoir, il organisa le réarmement français.

sion au Comintern qui, en l'espace de quelques années, modèle le parti pour en faire l'instrument docile de Moscou. Le secrétaire général Frossard quitte le parti en janvier 1923 lorsque l'aile droite est expulsée. Le parti a déjà perdu la moitié de ses adhérents, mais la bolchevisation progresse. En 1924, amis et partisans de Trotsky sont exclus ou partent d'eux-mêmes. Puis, les derniers vestiges de l'ancienne organisation socialiste disparaissent ; la priorité est donnée à la formation de cellules dans les usines, tandis que le nombre des permanents croît en même temps que leur autorité.

Le parti se bat vaillamment contre l'occupation de la Ruhr et, plus tard *, contre la guerre dans le Rif. La répression contribue à resserrer les rangs, mais pas la direction. En 1926, le bolchevisateur Treint, suspect de zinoviévisme, est éliminé, tandis que la « troisième période » commence : c'est le moment du « classe contre classe » et des violentes attaques contre le P.S. Aventurisme et sectarisme entraînent un second déclin catastrophique du P.C. qui compte à peine 30 000 membres au début de 1934, mais détient toujours des places fortes dans la ceinture rouge de Paris.

En 1931, commence l'ascension de Maurice Thorez, flanqué par le Comintern d'un collège occulte de surveillance dirigé par le Tchécoslovaque Fried (Clément), qui ne quittera pas Thorez jusqu'à la guerre. Thorez va régner sur le P.C. français jusqu'à sa mort en 1964. Sous sa direction, le P.C. va opérer le grand revirement préconisé par le Comintern et passer d'une vigoureuse propagande antimilitariste à une politique de défense nationale. A la fin de 1934, le P.C. enregistre une augmentation modeste du nombre de ses adhérents, laquelle devient vertigineuse entre 1936 et 1938.

LES OPPOSITIONS COMMUNISTES

Le prestige de Trotsky est grand en France au moment de la fondation du P.C., presque égal à celui de Lénine. Trotsky connaît le pays et a connu pendant la guerre les premiers internationalistes : Rosmer, Monatte, etc. Lorsque la cam-

---

* Robert Wohl, « Poincaré sauve le PCF », *in French Commission in the Malcing, 1914-1924*, Stanford University Press, 1966 (p. 314 - 316). Excellente bibliographie.

pagne contre lui en Russie s'étend à la France par l'intermédiaire du Comintern, il trouve des gens pour le soutenir. Mais le parti français n'a qu'une vision déformée de ce qui se passe en Russie et Trotsky lui-même n'encourage pas ses amis à organiser clairement et nettement le combat contre l'Internationale. Muselés par l'appareil, déjà puissant, du parti, les amis de Trotsky ne peuvent former une opposition cohérente et, ou bien quittent d'eux-mêmes le parti, ou bien en sont exclus. Monatte, Rosmer, Souvarine, Paz et d'autres trouvent un soutien auprès de petits groupes de militants. Mais, s'ils sont solidaires de Trotsky pour s'opposer aux attaques de Moscou, ils ne partagent pas toutes ses opinions sur la crise russe, la régénération du Comintern ou la valeur éternelle de l'expérience bolchévique.

En 1929, « le Vieux » peut s'appuyer enfin sur un groupe de disciples fidèles qui publient *la Vérité* et fondent la Ligue communiste. En dépit de leur frénétique activité, ils n'arrivent pas à regrouper les nombreux communistes qui, à un moment ou à un autre, rompent avec le P.C. et continuent à n'être qu'un petit groupe en proie à des conflits personnels et politiques. En fait, on assiste à une prolifération des groupes d'opposition.

Souvent, ces groupes comptent des personnalités exceptionnelles, mais en marge du parti, qui n'est lui-même formé que d'une infime partie de la classe ouvrière ; ils sont isolés ; les divergences latentes se précisent ; vers 1930, des groupes voient le jour, qui dénoncent l'U.R.S.S. comme capitaliste d'Etat et Trotsky comme un bureaucrate en exil.

DE 1934 À LA GUERRE

Décrit comme arriéré, malthusien, spéculatif jusqu'à l'usure, le capitalisme français a été frappé durement par la dépression mondiale et la classe ouvrière est en butte à des réductions de salaires et au chômage. Le mouvement syndical est faible, divisé, inefficace et farouchement combattu par les employeurs. Des scandales financiers secouent le pays tandis que les hommes politiques jouent aux chaises musicales dans des formations ministérielles éphémères. Une partie de la bourgeoisie soutient les groupes de droite qui récla-

ment à grands cris « un gouvernement fort et propre ». Le fascisme l'a emporté en Italie et en Allemagne. Quel sera le prochain pays ? Les partis ouvriers et leurs syndicats sont à couteaux tirés et désavouent les militants qui, ça et là, réclament un « rapprochement ».

La crise politique atteint son point culminant le 6 février 1934, lorsque les ligues de droite sont à deux doigts de prendre d'assaut la Chambre des députés *. Réelle ou non, la menace fasciste secoue la gauche. Un appel à la grève générale est lancé et des manifestations de socialistes et de communistes se rejoignent et fraternisent. Mais les directions restent figées sur leurs positions. Le signal décisif de changement viendra de Moscou.

En dépit des rodomontades du Comintern, la puissance d'Hitler s'accroît et Staline s'aperçoit du danger qu'elle représente pour l'U.R.S.S. Il en revient à l'ancienne stratégie tsariste : une alliance avec la France, susceptible d'obliger l'Allemagne à combattre sur deux fronts à la fois. Le Comintern abandonne sa tactique « classe contre classe » et lance un puissant mouvement antifasciste. Mais auparavant, le P.C. français doit briser son isolement.

En mai 1934, *la Pravda* évoque en termes favorables une alliance socialo-communiste contre le fascisme. Le P.C. comprend à demi-mot et défend cette idée. En juin, P.S. et P.C. signent un pacte d'unité d'action et le P.C. fait même allusion à la possibilité d'une fusion. « Social-traître » hier encore, le naïf Léon Blum est stupéfait de cette volte-face et de cet étalage de bonnes intentions, mais il n'est pas au bout de sa surprise. En octobre, c'est le parti radical que les staliniens cherchent à séduire et Thorez prépare le terrain du futur Front populaire. C'est une autre démarche de Moscou qui va accélérer le processus.

En mai 1935, la France et la Russie signent un traité d'alliance défensive. Il ne conduira pas à une collaboration militaire et sera de plus en plus attaqué par la plus grande partie de la classe dirigeante française qui préfèrerait un accord avec Hitler et Mussolini. Pour que ce traité ait une

---

* Informations précieuses sur cette période dans le livre de William Shirer, *The Collapses of the Third Republic*».

signification pour les deux partis, il faut que la classe ouvrière donne son adhésion à une politique de défense nationale et c'est Staline qui se charge de l'obtenir. On fait paraître un communiqué :

« Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale de la France pour maintenir ses forces armées au niveau requis par sa sécurité. »

Le P.C. se conforme immédiatement à cette nouvelle position et la révélation toute neuve de son patriotisme scelle l'alliance avec le parti radical. Le Front populaire (P.S., P.C., parti radical et les syndicats) est né. Grâce à la bonne volonté inépuisable des staliniens, le programme est du goût des radicaux, car il comporte une bonne partie des platitudes que ces derniers ont mis en avant de loin en loin depuis des décennies, et en revanche peu de revendications précises. Il promet de raccourcir la durée de la semaine de travail sans diminution de salaire, ainsi que diverses mesures faisant espérer à la classe ouvrière le rétablissement de son pouvoir d'achat. L'industrie de guerre sera nationalisée et la Banque de France réformée. L'économie sera stimulée et rendue plus équitable par une fiscalité adaptée. Naturellement, le Front populaire veut « la paix avec la sécurité ». Les besoins des minorités (femmes, peuples coloniaux) sont oubliés.

Ce New Deal à la française ne met pas en péril le droit à la propriété, pas plus qu'il ne porte atteinte au fonctionnement du capitalisme, mais la droite française, dans sa bêtise, sabotera cette ultime tentative de moderniser le capitalisme français.

Les élections de mai 1936 donnent une majorité impressionnante (378 députés contre 220) au Front populaire. Le P.S. devient le parti français le plus fort, mais le P.C. le suit de près dans le vote populaire. Trop longtemps compromis par la droite, le parti radical est le grand perdant de ces élections, pourtant, avec 116 députés, il peut (et ne s'en privera pas) soumettre à un chantage ses partenaires du Front populaire. Blum, qui sera le chef du nouveau gouvernement, attend pour prendre ses fonctions, tandis que les capitalistes organisent l'évasion de leurs capitaux.

Les syndicats ont fusionné et la classe ouvrière est impatiente. Les grèves commencent spontanément — à la mi-mai

autour de Paris —, s'étendent rapidement et deviennent un raz-de-marée gigantesque, qui entraîne des millions de travailleurs, dont la plupart ne sont pas encore syndiqués. En province, les patrons sont horrifiés lorsque leurs ouvriers, obéissants depuis toujours, plantent le drapeau rouge au sommet de leurs usines et, la plupart du temps, les occupent. Même de grandes fermes se trouvent occupées par des ouvriers agricoles, réveillant chez les grands propriétaires la peur du vieil épouvantail, la confiscation de la terre. Insensibles à tout appel au bons sens, les grévistes menacent en fait l'alliance fragile sur laquelle repose le Front populaire. La droite prévoit la soviétisation de la France quand Blum, enfin aux commandes, convoque en hâte les représentants des travailleurs et ceux du patronat. On parvient à un accord général sur les salaires, bien que nombre d'usines poursuivent la grève pour obtenir plus. Fébrilement (et l'opposition étant purement symbolique), l'Assemblée vote une série de lois sociales : droit aux négociations collectives, semaine de 40 heures sans perte de salaire, congés payés et légalisation des délégués du personnel, toutes mesures subordonnées à l'évacuation des usines occupées et à la reprise du travail. Le gouvernement, les partis et les syndicats unissent leurs efforts et avec succès, bien que quelques grèves persistent jusqu'en juillet *.

Le 9 juin 1936, Trotsky écrit : « La Révolution française a commencé. » En juillet, il constate que « les travailleurs ont exercé une magnifique pression sur la classe dirigeante, mais se sont arrêtés en route », et il prédit une seconde vague. Elle n'aura pas lieu **.

En 1937, la classe ouvrière a déjà perdu les avantages économiques obtenus en juin 36. En dépit d'une dévaluation, l'économie s'est détériorée et la droite est rejointe par le parti radical pour faire obstruction aux projets financiers de Blum, qui démissionne et voit lui succéder des gouvernements de

---

* Léon Blum, *L'Histoire jugera*, Editions de l'Arbre, Montréal, 1943, p. 294 - 297. Blum raconte que les industriels étaient tout contrits devant les reproches des leaders syndicaux au cours des négociations. En substance : « Si vous n'aviez pas systématiquement, dans le passé, licencié nos adhérents dans les usines, nous serions en meilleure position pour donner l'ordre du retour au travail. »

** Léon Trotsky, *Whither France.*

plus en plus conservateurs. Le Front populaire a vécu. Les syndicats sont le reflet des divergences grandissantes entre socialistes et communistes, sur la guerre civile d'Espagne d'abord, sur la politique étrangère ensuite, dans la mesure où la droite et une partie des socialistes sont pour une entente avec Hitler. La guerre se profile à l'horizon. Les grèves de 1938 sont un échec. Le P.C. s'accroche à sa politique de collaboration de classe, dans l'espoir de sauver l'alliance avec la Russie. Lorsque, à contrecœur, la France entrera en guerre en 1939, la classe ouvrière sera un peu plus désorientée encore par un autre « tournant » stalinien, lorsque le P.C. (après le pacte germano-soviétique) découvre que la guerre est une guerre impérialiste et est alors mis hors-la-loi par le gouvernement.

Il est intéressant de remarquer que c'est la même assemblée qui, en juin 36, a voté les nouvelles lois sociales (mise au pied du mur par les travailleurs), qui, en juillet 1940, consacre Pétain et enterre la IIIe République. Les communistes ayant été mis hors la loi, il n'y aura dans les deux chambres que 80 opposants.

En juin 36, l'action des travailleurs a contraint la bourgeoisie à concéder, en l'espace de quelques jours, plus de réformes qu'au cours du dernier demi-siècle. Comme Blum l'a reconnu en le déplorant, les occupations d'usine étaient une infraction à la légalité, mais les travailleurs n'allèrent pas plus loin et restèrent dans les limites définies à la fois par les partis et les syndicats auxquels ils avaient adhéré en masse sans remettre en question leurs directions. Les comités locaux du Front populaire ne se composaient que de délégués d'organisations diverses et n'étaient pas des embryons d'un contre-pouvoir. Les travailleurs apparemment croyaient que l'on pouvait vaincre le fascisme en abandonnant la lutte des classes, en s'alliant aux éléments éclairés de la classe dirigeante.

On est facilement tenté d'incriminer « les dirigeants corrompus et traîtres » des partis ouvriers et de perpétuer la fiction séduisante d'une classe ouvrière révolutionnaire drapée d'une mission historique, mais constamment dupée et trahie par les dirigeants qu'elle s'est librement choisis. A vrai dire, le P.C. était si habitué à suivre la même ligne que

Moscou, qu'il était capable de se laisser aller à des orgies de propagande patriotique éhontée (qui embarrassaient même les social-démocrates) sans que personne, au sein de l'appareil, n'émette d'objection. Mais la classe ouvrière avait abandonné le P.C. pendant la « troisième période », la signature du pacte Hitler-Staline. En 1935, et dans le cours des années suivantes, le P.C. se renforça avec une extrême rapidité *. Les masses répondirent avec enthousiasme à l'exhumation par le P.C. des vieux restes de tradition jacobine. La triste vérité est que l'internationalisme et la conscience de classe n'étaient que superficiels dans les classes laborieuses, sauf en ce qui concerne une petite minorité que nous allons examiner à présent.

LES RÉVOLUTIONNAIRES DE 1934 À LA FIN DE LA GUERRE

Le ralliement des staliniens à la défense nationale et à la collaboration de classe du Front national provoque des réactions de colère et des condamnations dans les groupes ou tendances à la gauche des partis ouvriers traditionnels. En dépit de profondes différences, ils arrivent parfois à participer à des actions communes qui sont loin d'être pleinement satisfaisantes (groupes pour la lutte des classes dans les syndicats, rassemblement contre la guerre, contre les procès de Moscou, contre la répression en Espagne républicaine, etc.), mais une entente plus poussée est impensable entre marxistes et anarchistes, par exemple, sans parler de l'éternel problème de la défense de l'U.R.S.S. Ils diffèrent aussi dans leur analyse de la situation : le Front populaire était-il déjà une défaite pour la classe ouvrière ou s'agissait-il d'un mouvement révolutionnaire trahi par les partis ouvriers ?

Quoique présents individuellement dans les grèves, les gauchistes ne les inspirent pas, pas plus qu'ils ne sont

* Annie Kriegel, *Le Pain et les Roses*, 10/18. Kriegel accorde 109 000 membres au PCF, lors de sa formation. Il n'en restait plus que 55 000 en 1923 et 29 000 en 1933. En 1934, modeste amélioration (42 000), et la croissance continue jusqu'aux grèves désastreuses de 1938 : 86 000 membres en 1935, 280 000 à la fin de 1936 et plus de 300 000 à la fin de 1937.

capables de pousser le mouvement plus loin. Lorsque les ouvriers n'ont plus guère confiance dans les partis ouvriers, ils restent passifs ou suivent la droite. Ils n'écoutent pas les gauchistes.

Rabaut * estime que pendant la durée du Front populaire, les gauchistes étaient moins de 10 000, chiffre qui paraît raisonnable. Ils sont trop peu nombreux, trop divisés, pour affecter le cours des événements et leur désarroi sera encore plus grand qu'en 1936.

On peut diviser les gauchistes en trois catégories :

1. les anarchistes,
2. les organisations émanant du courant communiste : les trotskystes (dont nous parlerons brièvement), la Gauche communiste internationale (les bordiguistes) et l'Union communiste,
3. la Gauche socialiste (le P.S.O.P.).

L'Union communiste et le P.S.O.P. disparaissent après le début de la guerre. Les bordiguistes, avec deux nouveaux groupes, le G.R.P.-U.C.I. et les R.K.D.-C.R., préserveront les traditions internationalistes de lutte contre tout impérialisme pendant la durée de la guerre.

LES ANARCHISTES

En dépit de leur défiance vis-à-vis d'un mouvement marxiste, beaucoup d'anarchistes se sont sentis attirés par la révolution russe. Les bolcheviks avaient dénoncé la guerre impérialiste et leur mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » était compatible avec les convictions des anarchistes. De plus, pendant la guerre, il y avait eu quelques contacts entre ces anarchistes et des militants socialistes opposés au conflit. Sans attendre « l'évolution » des gros bataillons du P.S. et de la C.G.T., un parti communiste éphémère (avec quelques « soviets ») fut fondé à Paris en 1919 avec une participation anarchiste.

Mais les bonnes dispositions des anarchistes se dissipèrent rapidement au contact de la réalité russe — avec le

* Rabaut, *op. cit*, p. 377.

Comintern et avec les anarchistes russes. Après Cronstadt, la rupture est totale et désormais, les anarchistes considèrent la Russie communiste comme le système par excellence d'exploitation et de domination par l' « Etat » haï.

Entre les deux guerres, le mouvement anarchiste français subit plusieurs tentatives d'unification suivies de nouvelles scissions. On peut distinguer deux grands courants : d'un côté, les « plateformistes » (d'après une plate-forme élaborée par Makhno et Archinov), qui prônent une claire définition des buts, de la stratégie et de la tactique des anarchistes, et penchent pour une organisation structurée avec une discipline réduite ; et de l'autre, les « synthésistes », qui acceptent seulement une fédération lâche de groupes autonomes aux opinions les plus diverses. A aucun moment, le conflit ne se trouve résolu (bien que les divisions passées et présentes parmi les anarchistes ne reflètent pas forcément ces problèmes).

En 1937, l'organisation la plus importante est l'Union anarchiste, avec son hebdomadaire *le Libertaire* (fondé en 1895). Beaucoup plus petite est la F.A.F. (Fédération anarchiste de langue française) ; sa publication *Terre Libre* est très critique vis-à-vis de ce qu'elle considère comme la trahison des principes anarchistes par la direction de la C.N.T.-F.A.I. en Espagne. Quelques anarcho-syndicalistes ont choisi l'isolement dans une minuscule fédération syndicale, la C.G.T.-S.R. (Confédération générale du travail syndicaliste révolutionaire), affiliée à l'A.I.T. D'autres anarchistes militent dans le mouvement pacifiste ou d'autres groupes formés autour d'un seul thème (contrôle des naissances, « amour libre », etc.). Etant donnés l'instabilité des groupes anarchistes et leurs multiples affiliations, il est impossible de faire la distinction entre les militants sérieux et les simples « lecteurs de la presse ».

Toutes tendances confondues, les anarchistes ont une audience dispersée, mais assez importante dans toute la France.

Le mouvement anarchiste s'exprime par bien des voix, et, sur la question de la guerre, on trouve des divergences entre « pacifistes intégraux » (la paix à n'importe quel prix) et pacifistes révolutionnaires, mais ils ont en commun le refus

de participer à la guerre qui s'annonce ou de prendre parti. En 1939, le mouvement essaie de définir son attitude. La guerre est imminente et les forces révolutionnaires sont trop faibles pour y faire obstacle, l'arrêter, la transformer en guerre civile contre les classes dirigeantes. Un militant bien connu, Frémont, trouve qu'ils devraient essayer de survivre et de rester en contact, même si une propagande cohérente est impossible. Ainsi, ils pourront reprendre leurs activités plus tard. Un autre militant bien connu, Prudhommeaux, constate en substance que le recul général depuis 1936 ne laisse aucune possibilité aux anarchistes de combattre efficacement pour leur propre cause.

« Quant à mourir pour les capitalistes (...), trop des nôtres sont morts en Espagne ou ailleurs. » Aucune mesure concrète n'est prise pour assurer la continuation du mouvement *.

Lorsque la guerre éclate, *le Libertaire* n'est pas interdit, mais il cesse de paraître, peu désireux de cautionner par sa parution une censure rigoureuse. Les militants suivent leurs inclinations personnelles : certains quittent la France, d'autres répondent à l'ordre de mobilisation et quelques-uns refusent d'obtempérer, et passeront des années dans des cachots militaires. La France « en guerre pour la démocratie » met en place un vaste système de répression dont Vichy et les nazis hériteront et qu'ils perfectionneront : quelques anarchistes vont rejoindre les staliniens et les antifascistes étrangers dans les camps de concentration. Après l'armistice franco-allemand, la France est divisée en deux zones et les communications sont difficiles jusqu'à l'occupation totale par les nazis en novembre 1942.

En 1941-1942, des discussions ont lieu entre quelques militants à Paris et, au milieu de l'année 1943, sous couvert d'un pique-nique, quelques trente à trente-cinq anarchistes se rencontrent pour tenter de se regrouper ; les choses progressent très lentement. Ce n'est pas avant 1944 qu'un bulletin interne, *Le Lien,* et quelques tracts sont imprimés.

Au cours de la période 42-43, un militant infatigable, Saulières (Arru), amorce un regroupement anarchiste dans le

---

* Jean Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France,* rééd. Gallimard, collection « Tel », t. II, p. 37.

Sud de la France, où résident aussi beaucoup d'anarchistes espagnols. Des contacts sont établis avec Voline et ses amis marseillais, et avec d'autres personnes de la région entre Toulouse et Marseille. Un mini-congrès se tient à Toulouse en 1943, avec une douzaine de participants. Arru fait paraître un numéro d'une revue, *La Raison,* une brochure et plusieurs tracts. N'oublions pas une affiche au style cru, en 150 exemplaires, qui, sous le titre de *Mort aux vaches,* invite la population à « botter le cul » de tous les belligérants, qu'ils soient porteurs de la svastika, de l'étoile rouge, de l'ordre de la jarretière, de la croix de Lorraine ou de la francisque *.

Après le départ des nazis, un autre mini-congrès se tient à Agen en octobre 1944, prélude au premier congrès d'octobre 1945 de la fédération anarchiste reconstituée. *Le Libertaire* reparaît en décembre 1944.

Les textes émanant d'Arru et de sa fantomatique « Fédération internationale syndicaliste révolutionnaire », bien que très différents par le style et le contenu des textes publiés par les groupes internationalistes, se placent néanmoins dans une opposition totale à tous les belligérants et invitent la classe ouvrière à compter uniquement sur sa propre action. Mais c'est en vain que l'on cherchera des analyses de la situation, des perspectives, une définition précise de l'attitude du mouvement, dans les textes anarchistes disponibles d'avant cette période ultime de la guerre. Les contradictions abondent : l'un des tracts proclame « A bas la guerre ! », tandis que le premier numéro du *Libertaire* explique que « le combat contre l'hitlérisme n'est pas terminé et doit être poursuivi ». C'est un militant d'un groupe clandestin qui fournit peut-être l'explication des difficultés rencontrées par les anarchistes pour s'entendre sur des problèmes concrets :

« Les anarchistes se sont toujours sentis plus à l'aise dans le flou d'une société future et lointaine qu'à s'attarder sur les réalités banales du présent **. »

---

* La Francisque était la hache de guerre des anciens Francs, qui fut adoptée comme un symbole et aussi comme médaille par le gouvernement de Vichy.

** « Témoignage d'un militant », *in Les Anarchistes dans la résistance*, t. 2, p.110. 2 volumes publiés par le Cira (Centre international de recherches sur l'anarchisme), Marseille, 1984-1985.

Il paraît difficile d'évaluer objectivement le rôle des anarchistes. Le premier numéro du *Libertaire* s'auto-félicite :

« Le journal et le mouvement ne se sont jamais compromis (...). Nous avons publié *le Lien* (...). Nos militants ont mené une lutte héroïque contre le nazisme mais , en tant que mouvement, nous ne pouvions pactiser avec la Résistance officielle. »

Beaucoup plus tard, alors qu'apparemment tous les détails sur l'action d'Arru sont connus, le ton du *Libertaire* devient lyrique lorsqu'il affirme qu'à ceux qui déclarent que le mouvement n'était pas prêt ni apte à mener une action clandestine, Arru apporte un démenti formel *. Par ailleurs, Craipeau, pendant cinq ans l'un des animateurs de la résistance trotskyste, a des mots sévères pour parler de la façon dont les anarchistes s'auto-justifient dans le premier numéro du *Libertaire* :

« Ainsi, parce que les réactionnaires et les fascistes voulaient bâillonner « la voix de la Raison », les anarchistes trouvaient naturel de se taire et se bornaient à faire circuler entre eux un bulletin intérieur. Leur mouvement se garde de toute compromission avec la résistance bourgeoise, mais quand ses militants « en tant qu'individus » veulent combattre le fascisme, ils le font individuellement dans les rangs de cette résistance. C'est un mouvement révolutionnaire pour temps calme. ** »

Entre les clameurs triomphantes du *Libertaire* et la condamnation sans appel de Craipeau (qui, fort probablement, n'avait pas connaissance des exploits d'Arru), on éprouve la nécessité d'un jugement plus prudent. Des témoignages et des renseignements sur des centaines d'anarchistes pendant la guerre sont disponibles ***. Les bolcheviks-léninistes ne peuvent pas rester isolés et doivent prendre la tête des ouvriers révolutionnaires. Ils peuvent accomplir cette mission dans le P.S.

---

* *Le Libertaire*, n° 51, novembre 1984.

** Craipeau, *La Libération confisquée, op. cit.*, p. 82.

*** Par exemple *Les Anarchistes dans la résistance, op. cit.* Cet album de famille mentionne des militants qui ne sont plus actifs dans le mouvement en 1939 et de toute évidence en ignore beaucoup d'autres, mais il offre pourtant une image valable du mouvement.

En bref, quelques anarchistes, volontairement ou pas, n'ont pas bougé et ont attendu des temps meilleurs tout en gardant les mains propres ; d'autres se sont comportés comme les militants isolés d'autres courants. Sans s'intégrer à la Résistance officielle, mais sans en tirer d'avantage personnel. De toute évidence, de nombreux anarchistes étaient prêts et aptes à affronter les risques d'un combat dans l'illégalité, mais très peu s'engagèrent dans une activité pouvant être considérée comme anarchiste. Les activités estimables d'Arru et de ses quelques amis ne masquent pas l'effondrement du mouvement. C'est son hétérogénéité, son manque de cohésion et d'organisation (déplorés *ad nauseam* par beaucoup d'anarchistes), son absence de perspectives qui l'empêchèrent de jouer un rôle pendant la guerre.

LES TROTSKYSTES

En 1933, sous l'impact du désastre allemand, Trotsky considère qu'il est impossible de cohabiter plus longtemps avec le Komintern : « Nous avons besoin d'un drapeau sans taches, d'une nouvelle Internationale. » Malgré cela, les trotskystes soutiennent toujours la défense de l'Etat ouvrier russe, mais avec de nouveaux arguments. Pour Lénine, c'est l'existence des soviets, du parti Bolchevik et du Comintern qui conférait un caractère socialiste à l'économie nationalisée. A présent, c'est l'économie nationalisée qui confère un caractère socialiste (bien que dégénéré) à l'Etat Russe.

En 1934, le renouveau de la combativité ouvrière, le Front Unique et la possibilité d'une unification entre le P.S. et le P.C., sont considérés par Trotsky comme ouvrant de nouvelles perspectives révolutionnaires. Les Bolcheviks-Léninistes ne peuvent rester isolés et doivent prendre la tête des travailleurs révolutionnaires. Ils peuvent jouer ce rôle dans le Parti Socialiste. Ceci est le premier « tournant Français ». Avec réticence et au prix de quelques défections, la Ligue Communiste obéit et *la Vérité*, toujours ornée de la faucille et du marteau, devient l'organe du groupe bolchevik-léniniste du Parti Socialiste.

Ces perspectives ne se réalisent pas. Le rapprochement du

P.S. et du P.C. mène au Front populaire et à l'accommodement avec la bourgeoisie. Les bolcheviks-léninistes sont exclus du P.S. en 1935. Ils ont recruté de nouveaux membres parmi les jeunes socialistes, mais sont toujours divisés. Ils végètent sous le Front Populaire et, en désespoir de cause, un second « tournant français » est décidé. En 1939, toujours divisés, ils entrent au P.S.O.P. (Parti socialiste ouvrier et paysan), né l'année précédente. Ils recouvrent leur autonomie quand le P.S.O.P. s'effondre au début de la guerre.

L'UNION COMMUNISTE

En 1933, une conférence d'« unification » (ce n'est pas la première) rassemble les délégués d'une douzaine de groupes d'opposants communistes et des militants isolés. Les trotskystes et les bordiguistes sont là. C'est un échec de plus, mais, par la suite, un mini-regroupement donne naissance à l'Union communiste qui vivra jusqu'à la guerre avec son organe l'Internationale. Chazé explique l'importance des tâches théoriques auxquelles l'organisation naissante fut confrontée : « En ce qui concerne la nature et le rôle contre-révolutionnaire de l'U.R.S.S., nous avions au moins dix ans de retard sur nos camarades hollandais (communistes des conseils) et sur ceux de la Gauche allemande. Nous étions également en retard sur l'institutionnalisation et l'intégration des syndicats. Même chose quant au rôle du parti révolutionnaire. Nous fîmes face aux problèmes *. »

L'U.C. dénonce les manœuvres bureaucratiques des trotskystes et ce qu'elle considère comme leur confusion politique : le passage d'attitudes démagogiques à l'entrée dans la social-démocratie, la surestimation des possibilités révolutionnaires, la propagande d'illusions dans la classe ouvrière sur le rôle révolutionnaire potentiel du P.S. et du P.C., etc. L'U.C. dénonce le Front Populaire et en fait, l'équivalent de l'Union nationale.

En 1935, l'U.C. est opposée à toute défense de l'U.R.S.S.

La guerre, avec la mobilisation, l'arrestation ou la fuite

---

* Chazé, *Chronique de la Révolution espagnole. Union communiste 1934-1939*, éditions Spartacus, 1979.

des militants étrangers qui s'ensuivent, amène l'effondrement du groupe qui, à son apogée, ne comptait certainement pas plus de 40 membres. Davoust (Chazé) est arrêté, puis déporté. Il survivra à Sachsenhausen et reprendra son activité dans l'avant-garde, mais l'U.C. ne sera pas reconstituée *.

LA GAUCHE SOCIALISTE ET LE P.S.O.P.

En 1935, l'aile gauche du P.S. se soude autour de Marceau Pivert. Prenant le contre-pied du programme du Front populaire, il propose un programme de nationalisations massives, de milices populaires, de gestion du secteur public par les syndicats et les comités populaires, la liberté pour les colonies, etc. Le Front populaire doit servir seulement de prélude à une transformation socialiste de la société et, après la victoire électorale, Pivert soutient que « tout est possible ». Blum et Thorez répondent que non. Blum explique qu'il a été élu pour exercer le pouvoir, pas pour le conquérir.

Les pivertistes organisent leur tendance, la Gauche Révolutionnaire, comme un mini-parti à l'intérieur du P.S. Ils condamnent la collaboration de classe, attaquent la défense nationale (que Blum renforce), soutiennent le P.O.U.M., dénoncent les procès de Moscou et rejoignent parfois anarchistes et trotskystes pour des actions spécifiques.

Les relations entre Pivert et les trotskystes varient, mais, insensible aux roucoulades comme aux injures, Pivert continue de s'accrocher au P.S. et au Front populaire.

En 1937, au somment de son influence, la Gauche révolutionnaire ne contrôle que 16 % des mandats au congrès socialiste et, par conséquent, ne peut influencer le cours des événements. Les pivertistes font bientôt figure d'anomalie dans le parti et, en dépit de leurs concessions en bonne et due forme à la discipline, les sanctions tombent sur les groupes de jeunesse, puis sur la Fédération de la Seine, Pivert et ses amis. Les pivertistes se rebellent et quittent le parti au

* Cette U.C. d'avant-guerre ne doit pas être confondue avec l'U.C., fondée par le trotskyste Barta (D. Korner) . Ce très petit groupe était mieux connu sous le nom de son organe, *Lutte de classe*. L'organe trotskyste français *Lutte Ouvrière* actuel puise ses racines dans le groupe de Barta.

congrès de Royan en 1938. Ils forment le Parti socialiste ouvrier et paysan (P.S.O.P.).

La formation du parti tombe mal. La guerre menace et la classe ouvrière est en plein recul. Le P.S.O.P. ne récupère pas tous les partisans de la Gauche révolutionnaire et, au mieux, compte peut-être 10 000 membres. Ce nombre va diminuer, mais il est encore impressionnant pour les petits groupes trotskystes, lesquels, accueillis sans enthousiasme, entrent dans le parti en 1939. Au P.S.O.P., coexistent des pacifistes intégraux, des social-démocrates impénitents, des trotskystes et des militants qui essaient de cheminer entre réformisme et bolchevisme. La discussion est néanmoins libre et un long débat s'instaure sur l'attitude à avoir vis-à-vis de la guerre qui vient. Beaucoup de militants sentent confusément que la guerre risque d'être différente de la précédente et de ne pas permettre l'application ou la répétition de la même tactique et des mêmes attitudes. Finalement, un accord se réalise sur la réaffirmation des positions traditionnelles héritées de la social-démocratie d'avant 1914.

Pivert est en Amérique lorsque la guerre éclate. Les trotskystes réclament immédiatement la formation d'une organisation clandestine et, mis en minorité, reprennent leur indépendance, bien qu'encore divisés. Quelques militants tentent pendant un certain temps de conserver au P.S.O.P. une façade légale, mais ils abandonnent bientôt. Le parti se désintègre et les militants se dispersent.

Pendant la guerre, on peut trouver quelques ex-membres du P.S.O.P. (et aussi quelques ex-anarchistes et syndicalistes) dans des groupes et publications qu'on peut considérer comme l'aile gauche de la Résistance : à Paris, *Notre Révolution,* qui devient ultérieurement *Nos Combats* et finalement *Libertés* ; dans le midi, *l'Insurgé* et *Libérer et fédérer,* qui fusionneront plus tard. En dépit de désaccords, ces publications ont beaucoup de points communs : elles évitent la langue chauvine des staliniens et des gaullistes, adoptent un style populiste et affirment se battre pour un avenir socialiste. La guerre est certes impérialiste, mais l'ennemi n° 1 est le fascisme et il doit en toute priorité être vaincu par la classe ouvrière dans le cadre de la lutte menée par les Alliés. La victoire sur le fascisme amènera la fin du « capitalisme mori-

bond ». *Libérer et fédérer* s'engage à obéir à de Gaulle en tant que chef militaire, mais souhaite garder son indépendance. En fait, qu'ils le veuillent ou non, ces groupes ont un pied dans la Résistance officielle et ne vont pas plus loin dans la définition de leur orientation politique... *L'Insurgé* dissout son mouvement à la Libération. Marceau Pivert réintègre le parti socialiste après la guerre.

LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE

On connaît davantage ce courant politique sous le nom de « bordiguiste », du nom de son principal théoricien, Amadeo Bordiga (voir plus loin note de la page 67). Déjà militant de la Jeunesse socialiste italienne avant 1914, Bordiga devient l'éditeur de *l'Avanguardia* en 1917. Il apporte son soutien aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal avant de prendre fait et cause, dès le départ, pour la révolution russe.

En 1918, il plaide pour l'exclusion des réformistes du P.S.I. qui, toutes tendances confondues, adhère à la IIIe Internationale en 1919. Il lance *Il Soviet* en 1920 et fait campagne contre la participation aux élections, position qu'il défend sans succès au deuxième Congrès du Comintern (juillet 1920).

En janvier 1921, au congrès de Livourne, le centre dirigé par Serrati refuse déliminer l'aile réformiste, et c'est la scission. La tendance Bordiga, alliée à *l'Ordine nuovo* de Turin, dirigé par Gramsci, fonde le parti communiste d'Italie avec Bordiga comme secrétaire. En mars 1922, le IIe Congrès du P.C. d'Italie adopte les célèbres *Thèses de Rome* qui définissent le rôle et la nature du parti et sont encore considérées comme un document fondamental par le courant bordiguiste. Mais le Comintern a déjà adopté la stratégie du front uni à son IIIe Congrès en 1921 et, contre Bordiga, il donne son appui au groupe Gramsci, dont Togliatti est le second, et qui obtient la direction du parti en 1923. Les bordiguistes sont écrasés au IIIe Congrès, qui se tient en exil à Lyon en 1926. Faisant figure de dissident solitaire, Bordiga assiste à une réunion de l'exécutif élargi du Comintern en février 1926 et sera exclu du parti en 1930.

La position bordiguiste sur le parti explique les diver-

gences et, plus tard, la rupture avec le Comintern. Sans aucun doute, la victoire des bolcheviks a renforcé le fétichisme des bordiguistes pour le parti, mais leur conception est originale et peu redevable au « léninisme » qui resta pratiquement inconnu en Europe occidentale et en Amérique avant le début des années 20. L'analyse qui suit est loin de rendre compte de la complexité d'une théorie que son apparente rigidité laisse mal supposer.

Avant, pendant et après la révolution, la mission historique du prolétariat est incarnée par le parti dont le programme est solidement ancré dans la théorie marxiste. « La vision d'une action collective dirigée vers les buts généraux qui concernent la classe toute entière et impliquent le renversement total du système social, ne saurait être claire que pour une minorité d'avant-garde » (*Parti et Classe,* 1921). La classe n'existe que dans la mesure où l'existence du parti est possible, même sous la forme d'une petite minorité, conception résumée dans la formule : « Le parti est la classe et la classe est le parti. » Seul le triomphe du communisme intégral, avec la disparition des classes, rendra caduc le parti qui pourra alors se fondre dans la classe ouvrière devenue communiste. Il est réactionnaire et erroné de penser que les soviets pourraient se substituer au parti. En dernier ressort, la dictature du prolétariat ne peut être que la dictature du parti.

Le programme communiste est caractérisé par son invariance *, son opposition irréductible à toutes les formes de domination du Capital. La défense du programme est le premier devoir du parti. Il ne courra pas après une popularité artificielle en émasculant ses principes. On adhère au parti en tant qu'individu parce qu'on est d'accord avec les idées du parti. Il ne peut y avoir qu'une seule organisation pour défendre le programme de la révolution. Le parti refuse d'infiltrer d'autres organisations, condamne la formation de blocs ou de coalitions avec elles.

En Italie, les bordiguistes refusent ainsi le front uni avec les socialistes. Au mieux, ils acceptent ce front sur le plan

* Un point affirmé toujours et toujours : « Le point fondamental reste que la théorie marxiste est immuable ; elle ne peut être discutée ni par le parti, ni par la classe. » *Le Prolétaire* (organe du PCI), n° 101, 1971.

syndical. Plus tard, ils s'opposent à la fusion avec les socialistes (préconisée par le Comintern, mais refusée par les socialistes) et même avec les *terzini*, l'aile gauche du parti socialiste, exclue de ce dernier. L'avènement du fascisme ne modifie pas l'attitude des bordiguistes pour qui fascisme et démocratie ne sont que des masques différents du pouvoir bourgeois auquel on ne peut opposer que la dictature du prolétariat *.

La Gauche italienne combat avec obstination au sein du Comintern (sous contrôle russe), critique ses interventions dans la vie des partis, et, par-dessus tout, propose que les problèmes de l'Etat russe soient discutés par l'Internationale.

Après leur défaite en 1926, les bordiguistes se constituent officiellement en Fraction de gauche du P.C. italien à Pantin. Par la suite, en 1935, cette organisation, prenant une forme nouvelle, devient la Fraction italienne de la Gauche communiste internationale, ce qui signifiait — un peu tard selon certains — la rupture avec la IIIe Internationale. Pendant une courte période, un rapprochement s'opère avec Trotsky et son opposition internationale, qui sera suivi par une rupture totale en 1933. Les bordiguistes n'acceptent que les thèses des deux premiers congrès de la IIIe Internationale — non sans réserves —, tandis que les trotskystes considèrent les thèses des quatre premiers congrès comme des documents fondamentaux **.

En 1933, la Fraction commence à publier en français *Bilan* (plus tard *Octobre*). Dans les tout débuts de la guerre civile espagnole, la Fraction a défini sa position : le prolétariat espagnol a été incapable de former son parti de classe, n'a pas établi sa dictature et, au nom du combat antifasciste, a laissé ce pouvoir bourgeois intact. La guerre est impérialiste et les fractions de la G.C.I. appellent tous les

---

* Quelques semaines après la marche fasciste sur Rome, Bordiga expliquera, au IVe Congrès du Comintern, que le fascisme « n'avait apporté rien de nouveau dans la politique bourgeoise » (novembre 1922). Voir E. H. Carr, *Socialism in One Country, 1924-1926*, Part. 3, vol. 1, pp 82-84.

** *Lutte de Classe* — trotskyste — explique les différences entre le bordiguisme et le trotskysme en concluant que la gauche italienne n'appartient pas vraiment à l'opposition de gauche. Voir *Lutte de Classe*, mars 1932 et janvier-février 1933. Le problème de la nature de l'Etat russe n'est pas évoqué.

travailleurs à déserter, à fraterniser et à transformer la guerre en guerre civile contre le Capital.

L'Union communiste, la Révolution prolétarienne et quelques anarchistes ont bien conscience du rôle contre-révolutionnaire des staliniens, qui culminera dans la persécution des révolutionnaires et les attaques contre les collectivisations. Ils critiquent — parfois sévèrement — ce qu'ils considèrent comme les capitulations du P.O.U.M. et de la C.N.T.-F.A.I., mais ils ne suivent pas les bordiguistes qui, selon eux, appliquent mécaniquement à l'Espagne des mots d'ordre hérités de la Première Guerre mondiale. Les bordiguistes ne sont pas unanimes sur ce point : une scission a lieu dans la Fraction italienne et dans un petit groupe belge proche des bordiguistes.

Les bordiguistes s'opposent à la défense de l'Etat russe, qu'ils estiment faire partie du consortium impérialiste. Leurs critères sont essentiellement politiques : comme le parti russe et son Comintern ont abandonné le programme révolutionnaire, la Russie ne peut être socialiste. Une analyse de la société russe manque cruellement : la bureaucratie est tantôt considérée comme un simple instrument du capitalisme international et tantôt comme ballotée entre le prolétariat et de mystérieuses classes sociales d'autrefois. Ceci explique peut-être l'appellation archaïque de « centrisme » qui est appliquée au stalinisme, même après l'Espagne.

Intransigeants pendant la guerre d'Espagne, les bordiguistes n'ont aucune hésitation lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit d'une guerre impérialiste de plus, qui devrait être transformée en guerre civile contre toutes les bourgeoisies. La Fraction doit continuer à œuvrer pour la formation d'un parti révolutionnaire. La scission, causée par la question espagnole (un regroupement se fera officieusement) et la guerre, a dispersé les militants. Un petit noyau se forme autour de Perrone (Vercesi), l'un des maîtres à penser de la Fraction, qui survit, en ces temps de guerre, isolé à Bruxelles. A Marseille, un petit groupe de bordiguistes italiens et de jeunes recrues françaises réunies autour de Marc (Chyryk), vétéran des oppositions communistes, forment la Fraction française de la G.C.I. Quelques textes sont rédigés. Finalement, la Fraction se transporte à Paris et noue des

contacts avec les Italiens qui ne sont pas rentrés en Italie après la chute de Mussolini. Quelques numéros de *l'Etincelle* sont publiés alors que la guerre approche de sa fin.

En 1945, c'est d'Italie que vient le vent. Les bordiguistes, qui ont construit leur organisation pendant la période de clandestinité, tiennent un congrès à Turin *.

Leur Parti communiste internationaliste est la seule organisation révolutionnaire du monde qui ait une audience, restreinte, mais sérieuse (plusieurs milliers de membres), un hebdomadaire (*Battaglia communista*), une revue théorique (*Prometeo)* et quelques publications en province.

Bien que les Italiens ne puissent lui fournir aucune aide substantielle, la Fraction française acquiert un certain prestige et une nouvelle vitalité. Parmi ses adhérents, on trouve entre autres des vétérans de l'ancienne Union communiste comme Davoust (Chazé) et Lestérade, et le petit groupe « Contre le courant », produit d'une scission au sein du R.K.D.-C.R. La fraction française publie *l'Internationaliste* et des contacts sont établis avec plusieurs usines, en particulier Renault où des membres de la Fraction jouent un rôle dans la grève de 1947. Ces efforts donnent peu de résultats et les problèmes théoriques refont surface : en 1950, la majorité des membres français considèrent que le bordiguisme est atteint de sclérose et rejoignent le groupe Socialisme ou Barbarie.

Sévèrement décimée, la Fraction française commence alors une nouvelle traversée du désert, mais c'est une autre histoire.

---

* Certains ont refusé l'étiquette « bordiguiste » appliquée aux différents groupes résultant de la vieille Gauche Italienne. Ce point est admis. Le terme « bordiguisme » porte en lui un relent de culte de la personnalité qui serait odieux si ce culte avait vraiment existé. La vérité est que Bordiga n'eut pendant longtemps aucun contact avec la Fraction. Il ne joua aucun rôle dans la formation du Parti en Italie et n'y adhéra pas officiellement. Quoique réelle, son influence dans le Parti s'exerça à travers ses articles et ses textes théoriques. Au congrès de Florence, en 1948, Vercesi dut même excuser l'absence de Bordiga devant les militants déçus. Les militants italiens n'étaient pas du tout des béni-oui-oui ; leurs organisations furent parfois secouées par de sérieuses crises (comme la scission sur la question espagnole et la scission conduite par Damen en 1954). De leur côté, les militants français qui rejoignirent la Gauche Internationale ne jurèrent pas une foi aveugle aux documents bordiguistes fondamentaux. Dans les conditions qui régnaient alors, ils voyaient de réelles possibilités d'activités révolutionnaires dans le cadre d'une tradition qu'ils jugeaient honorable. Peu d'entre eux étaient « bordiguistes ». Cela dit — qu'elle soit juste ou non — , l'épithète « bordiguiste » a été employée pendant plus d'un demi-siècle.

En 1944, plusieurs membres fondateurs de la Fraction — Chyryk-Marc et Salama-Mousso — la quittent pour former la Gauche communiste de France, qui publie l'Internationalisme, organe de recherche et de discussion. Ils estiment que la formation du parti communiste internationaliste en Italie est prématurée et opportuniste *. L'activité de la Fraction française est jugée sans principes et fausse.

Le groupe est à l'origine du courant communiste international qui existe encore aujourd'hui.

LES COMMUNISTES RÉVOLUTIONNAIRES ALLEMANDS ET FRANCAIS (R.K.D. ET C.R.) **

Le groupe, connu pendant la guerre sous le nom de Revolutionären Kommunisten Deutschlands, fait à l'origine partie du mouvement trotskyste autrichien et est reconnu en 1938 comme la section autrichienne de la IVe Internationale (R.K.O.).

Contraint à l'exil par la répression, le R.K.O. entre rapidement en conflit avec le mouvement trotskyste et ses délégués votent contre la proclamation officielle de la IVe Internationale en septembre 1938. Bien que continuant à être d'accord avec l'analyse trotskyste de l'URSS comme un état ouvrier dégénéré, ils divergent de Trotsky sur l'attitude en cas de guerre dans les pays qui pourraient prêter leur aide à la Russie. Ils préconisent un défaitisme révolutionnaire dans tous ces pays et se rapprochent des positions de l'American Revolutionary Workers League (le « groupe Œhler ») qui, en septembre 1939, publie ses « Quatorze points » comme base préalable à un nouveau regroupement international ***.

En 1941, le R.K.O. devient le R.K.D. et se sépare du trots-

---

* *Internationalisme*, n° 23, juin 1947. Sur le Parti italien : « En un mot, sous le nom de Parti de la Gauche Communiste Internationale, nous avons une formation italienne de type trotskyste classique moins la défense de l'URSS. »

** Le CERMTRI (88, rue Saint-Denis, 75001 Paris) a publié dans ses *Cahiers* n° 10 et 11 une bibliographie sur les RKD et CR de 1936 à 1945. Le n° 5 des *Cahiers Léon Trotsky* (janvier-mars 1980) contient une étude du trotskysme en Autriche (1934-1935) avec quelques biographies et portraits de militants RKD (Institut Léon-Trotsky, 29, rue Descartes, 75005 Paris).

*** Dans *International News*, septembre 1939.

kysme. Le R.K.D. définit l'URSS comme un pays capitaliste et s'oppose catégoriquement à sa défense. Il attaque le trotskysme comme un courant congénitalement centriste qui rejette le bolchevisme « pur » de l'époque de Lénine. Après l'effondrement de la France, le R.K.D. s'installe dans le Midi de la France et déploie une activité remarquable, publiant régulièrement le *R. K. Bulletin* (17 numéros jusqu'en 1943), puis *Spartakus,* dont le premier numéro (mai 1943) contient un appel aux travailleurs du monde à briser leurs chaînes et à fonder la république internationale des conseils d'ouvriers et de soldats :« Nous ne sommes ni social-démocrates, ni staliniens, ni trotskystes. Les questions de prestige ne nous intéressent pas. Nous sommes des communistes, des spartakistes révolutionnaires. »

En plus de cette production impressionnante, il faut ajouter *Fraternisation prolétarienne,* organe des communistes révolutionnaires de France (dont l'organisation n'existait pas encore) et un certain nombre d'autres opuscules et textes théoriques. Les bases de contacts avec des soldats allemands sont lancées et des liaisons sont établies avec la clandestinité.

Bien qu'aguerris aux activités clandestines, le R.K.D. n'est pas à l'abri de la répression. En 1942, trois femmes sont arrêtées et condamnées respectivement à des peines de quatorze mois, trois ans et quinze ans. L'une d'elles, déportée en Allemagne, survivra. Une autre reprend ses activités clandestines à l'expiration de sa peine. La troisième, Mélanie Berger, est libérée par le R.K.D., qui utilise à cette fin de faux papiers allemands. Deux autres membres du R.K.D., Ignaz Duhl et Arthur Streicher, sont arrêtés et assassinés par la Gestapo. Karl Fischer-Emile, arrêté en 1944, sort vivant de Buchenwald, mais est ensuite kidnappé en Autriche par la police russe, en 1947, et passe huit ans en Sibérie. Ces exemples ne sont pas exhaustifs.

Meurtri, mais non détruit, le R.K.D. déménage fréquemment : Montauban, Marseille, Grenoble, Lyon. Au printemps 1944, l'organisation transfère ses activités à Paris.

Même les personnes qui ont participé aux activités du R.K.D. ne peuvent être considérées comme des sources autorisées pour juger de l'importance de leur recrutement qu'on

évalue, sans garantie aucune, à une douzaine de militants (parmi lesquels quelques Français) à la libération de Paris. L'organisation est dirigée par un Autrichien, Scheuer (Armand) qui, sans aucun doute, connaît à fond le travail clandestin. Un cloisonnement strict est maintenu par le groupe. Les membres ne sont pas toujours bien informés de l'influence exacte d'une organisation qui ne crache pas sur la propagande. Le R.K.D. est expert dans l'art d'établir et d'exploiter liaisons et contacts, maniant tout à tour flatterie ou dénonciation virulente. En octobre 1942, appelant à la formation d'une nouvelle Internationale authentique, il adresse une lettre au groupe trotskyste de La Seule Voie, déclarant que la répression anti-trotskyste a écarté l'un des obstacles qui empêchaient d'avancer dans la voie de cette réalisation. Cette ouverture plutôt malheureuse provoque une réponse indignée de La Seule Voie : « Vous vous êtes trompés d'adresse, camarades ! » Des contacts individuels se révèlent plus fructueux et le R.K.D. exerce une certaine influence sur de jeunes trotskystes de Toulouse, Lyon et Paris.

En avril 1944, trois organisations trotskystes françaises, le P.O.I., le C.C.I. et le groupe Octobre, fusionnent et forment le Parti communiste internationaliste. La petite Union communiste de Korner-Barta, éditeur de *Lutte de Classe,* refuse de s'y rallier. Le R.K.D. dénonce violemment la proclamation commune des trois groupes : « Cet appel, au lieu de dénoncer les déviations pro-fascistes anglophiles et pro-staliniennes qui abondent dans les articles et bulletins des P.O.I. et C.C.I. (La Seule Voie), trompe sciemment la classe ouvrière en prétendant que les dits groupes n'ont jamais cessé de dénoncer cette guerre comme impérialiste. » Néanmoins, une organisation plus large signifie des possibilités de travail politique plus importantes et les nouvelles recrues françaises du R.K.D. se constituent en fraction à l'intérieur du nouveau parti.

En août 1944, pendant la libération de Paris, le R.K.D. et les C.R. français, pour la première et dernière fois, jouent un rôle dans un véritable mouvement ouvrier : des militants C.R. prennent la tête du comité de grève à la grande usine Renault. L'euphorie règne : à la cafétéria, les C.R., des trotskystes orthodoxes — qui entrent en scène avec quelque retard — et deux typographes du G.R.P.-U.C.I. (qui doivent composer

l'affiche du comité) fraternisent, tandis qu'un stalinien, perché sur une table, fait allusion à des « éléments irresponsables ». La réaction des staliniens ne se fait pas attendre. Un militant C.R. est malmené. Renault retombe sous la coupe des staliniens, mais les gauchistes y restent présents et vont jouer un rôle dans la grève de 1947, déclenchée au mépris des directives de la C.G.T. stalinienne.

En octobre 1944, la tendance C.R. fait une déclaration au congrès du P.C.I. et quitte ce parti. Le groupe français, Organisation communiste révolutionnaire, compte alors peut-être 40 membres et publie une abondante littérature, seul ou conjointement au R.K.D. : *Rassemblement communiste révolutionnaire,* également *Pouvoir ouvrier,* pour les C.R., *Vierte Kommunistische Internationale* pour le R.K.D. et *l'Internationale,* organe de la Commission internationale créé par le C.R. et le R.K.D. Mais tandis que se dissipe pour chacun l'illusion qu'une vague révolutionnaire va submerger l'Europe, le besoin de tracer des perspectives à long terme se fait sentir ; il faut discuter de bases théoriques. On s'interroge sur Cronstadt, la Nep, Brest-Litovsk et, en fin de compte, le léninisme lui-même. Le rôle de guide de l'ancienne direction du R.K.D. est contesté. La tension grandit et les défections se multiplient. Quelques militants rejoignent la Gauche communiste internationale (bordiguiste) tandis que d'autres créent une nouvelle organisation qui ne dure pas, C.R.-Contre le Courant (*Pouvoir ouvrier*) et bientôt rejoignent également les bordiguistes. Le leader du R.K.D. se rapproche des anarchistes. Le reste de l'organisation se disperse en 1946.

Indépendamment de tout jugement politique, le travail étonnant accompli dans des circonstances difficiles et dangereuses par cette poignée de militants autrichiens et allemands R.K.D. inspire le respect.

GROUPE RÉVOLUTIONNAIRE PROLÉTARIEN – UNION DES COMMUNISTES INTERNATIONALISTES (G.R.P.-U.C.I.) *

A la fin de l'année 1941, des militants isolés, d'origines

* Craipeau (op. cit.) mentionne le G.R.P.-U.C.I. comme le groupe « Laroche », alias

diverses, se rencontrent pour renouer des contacts anciens et prendre une décision. Il faut remarquer qu'à cette époque, bordiguistes et R.K.D. se trouvaient dans le Midi de la France. Un accord général se fait sur la nature impérialiste de la guerre et sur la définition de la Russie comme un système capitaliste d'Etat.

Les membres viennent de groupes trotskystes, anarchistes, et de divers groupes d'opposition allemands, et représentent plusieurs nationalités. En fait, certaines discussions se font en allemand, les Français étant minoritaires.

En 1943, le G.R.P. fait paraître un manifeste qui affirme que la guerre impérialiste devrait être transformée en guerre civile contre tous les gouvernements capitalistes, le but final étant la république internationale des conseils ouvriers. Comme mesure pour l'immédiat, le manifeste préconise la propagande et la fraternisation avec les soldats et les ouvriers allemands, dénonciation des buts impérialistes, soutien des revendications économiques des travailleurs, la lutte contre la déportation de travailleurs en Allemagne, organisée par le gouvernement de Vichy et les nazis, et la formation de groupes révolutionnaires dans les usines, premier pas vers la constitution de milices ouvrières et de comités d'usine. Après avoir rendu hommage à Trotsky, le manifeste déclare que la IVe Internationale a été incapable d'unifier les trotskystes et l'est par conséquent encore plus de regrouper tous les révolutionnaires. Leurs méthodes bureaucratiques l'ont vidée de toute vie réelle et son attachement dogmatique à l'expérience russe est un obstacle à tout progrès théorique. Il faut édifier une véritable Internationale.

En raison de sa composition sociale et des nationalités qui s'y côtoient, le groupe est vulnérable et particulièrement démuni de moyens matériels. De façon tout à fait légitime, ses ambitions sont modestes. Des contacts sont établis avec quelques jeunes trotskystes et, beaucoup plus tard, avec le R.K.D. et avec un groupe anarchiste qui s'est récemment

---

(suite de la note de la page 71) Pavel et Clara Thaelman qui furent parmi les fondateurs et animateurs du groupe. Leurs mémoires font revivre quelques aspects de la période de clandestinité, mais ne sont pas une chronique de la vie du groupe : *Revolution für die Freiheit.*, Verlag Association, Hamburg, 1975 (en français : *Combats pour la liberté,* La Digitale, 1983.

constitué en vue d'une action concertée. Ces deux derniers contacts n'apportent rien.

A la libération de Paris, le groupe essaie de se procurer quelque argent et du matériel, mais n'y parvient pas. Des opuscules bilingues sont distribués — plus par désir de faire un geste que dans l'illusion qu'ils auront un effet quelconque—. En 1944, faisant une concession aux jeunes adhérents français qui ont encore un attachement sentimental à la tradition trotskyste, le G.R.P. devient l'Union des communistes internationalistes pour la IVe Internationale.

Les publications du G.R.P.-U.C.I. sont bien connues pour la médiocrité de leur impression. Jusqu'à janvier 1945, le groupe fit paraître seize numéros du *Réveil prolétarien* et cinq ou six d'une revue théorique, *La Flamme*. Dans les deux derniers numéros (imprimés de façon honnête en 1946), l'évolution du groupe vers les positions des communistes des conseils apparaît nettement.

Après la Libération de Paris, un travail de pénétration limitée chez les Jeunesses socialistes apporte un sang nouveau dans le groupe et la possibilité de nouveaux contacts. Mais le G.R.P.-U.C.I. — c'est aussi le cas des autres organisations — est mal préparé à assimiler ces nouveaux sympathisants qui, sans aucun doute, sont motivés par une saine réaction contre la collaboration de classe mais qui sont politiquement inexpérimentés et enclins à se décourager facilement par l'atmosphère raréfiée du groupe et son absence de possibilité d'expression.

Quelques membres quittent le groupe, certains — des étrangers — quittent la France, pas tellement à cause de réelles divergences que par désir d'explorer d'autres possibilités. Le groupe entre en déclin et cesse de fonctionner en 1947. Il a rempli un rôle utile pendant la guerre et il convient de remarquer qu'en dépit d'évolutions différentes, les anciens membres du groupe semblent avoir maintenu entre eux des contacts amicaux.

CONCLUSIONS

Cette étude ne tente d'expliquer que l'arrière-plan historique et les actions des trois groupes qui ont adopté une

attitude sans équivoque pendant la guerre, le R.K.D.-C.R., le G.R.P.-U.C.I., et la Gauche communiste internationale (les bordiguistes). Comme ils n'étaient pas tourmentés, à l'exemple des trotskystes, par les problèmes de stratégie et de tactique occasionnés par la participation de l'U.R.S.S. au conflit, ils différaient peu, dans leur analyse de la guerre. Il ne s'agit pas de savoir ici si le R.K.D. ou le G.R.P. ont su ou non juger correctement la situation italienne ou de ressasser les vieux arguments sur d'éternels problèmes théoriques. Nous avons jugé nécessaire de mentionner le courant anarchiste, à la fois pour mettre l'accent sur l'effondrement d'un mouvement et pour prendre note des efforts des militants qui, au moins, ont tenté de renouer les fils.

Avec beaucoup de nuances, les trois groupes cités ci-dessus étaient très optimistes, tout comme l'étaient les trotskystes, quant aux possibilités révolutionnaires du conflit. Leurs espoirs seront impitoyablement anéantis : les faibles tentatives d'actions ouvrières autonomes, ici ou là, eurent vite fait de disparaître avec la restauration du pouvoir d'Etat soutenue par les staliniens et les réformistes.

L'analyse de l'U.R.S.S. par l'ultra-gauche s'est trouvée confirmée tandis que les analyses trop élaborées des trotskystes s'effondraient. La bureaucratie n'a pas succombé à la pression capitaliste, ni à la révolution prolétarienne. Elle a protégé et étendu son pouvoir et s'est mise à participer à la lutte pour la domination du monde. Le rôle contre-révolutionnaire de l'Etat russe et de ses agences à l'étranger — les partis communistes — a de nouveau été démontré quand les révélations sur les purges et le Goulag ont montré au grand jour la barbarie du système.

La guerre et l'après-guerre ont montré que la société bureaucratique n'était pas une aberration limitée à la Russie. On trouve des sociétés bureaucratiques dans la moitié du monde, qui fournissent aux trotskystes autant d'exemples d'Etats ouvriers tordus et déformés de naissance. C'est là l'évènement le plus important du siècle, la preuve irréfutable que l'élimination du capitalisme privé sans une organisation démocratique de la société engendre de nouvelles formes de domination et d'exploitation.

Cette brève histoire de l'ultra-gauche n'est pas une justification a posteriori ; il serait toutefois bon de dissiper un certain nombre de malentendus.

Bien que ne contestant pas le caractère impérialiste de la guerre, certains ont accusé les internationalistes de fournir une aide directe aux nazis en ne subordonnant pas tout à la nécessité du combat antifasciste. C'est là un point très grave, et la complexité du problème a été révélée lors de discussions variées qui eurent lieu avant la guerre.

Les internationalistes trouvaient encore, alors, leur inspiration dans la grande tradition de Liebknecht et Luxembourg, de Zimmerwald et dans les mots d'ordre hérités de cette période : « L'ennemi est dans notre pays », c'est notre propre bourgeoisie et nous devons « transformer la guerre capitaliste en guerre civile, au prix de la défaite de notre propre bourgeoisie », etc. Mais il y avait des doutes.

A l'exception de la Russie, la Première Guerre mondiale s'abattit sur des Etats dont les systèmes sociaux se ressemblaient beaucoup et dont les organisations socialistes étaient affaiblies et démoralisées, certes, mais non détruites.

Dans chaque pays, il existait un noyau révolutionnaire, modérément réprimé seulement, dont la croissance était facilitée par la stagnation des fronts. Même si elle n'a pas débouché sur la révolution en Europe occidentale, la paix a modifié les frontières et elle n'a pas fait disparaître les organisations ouvrières. En 1939, la situation était différente. Même sans prévoir le *Blitzkrieg* allemand, qui pouvait dire si la guerre allait durer assez longtemps pour permettre au prolétariat — écrasé ici sous la botte fasciste, et démoralisé là par les staliniens et les réformistes — d'accéder à la conscience révolutionnaire ? Une victoire rapide des puissances de l'Axe pouvait plonger l'Europe dans la nuit pour de nombreuses années.

Même la stratégie de Trotsky était loin d'être simple, établissait des différences entre les fascistes et les pays démocratiques et tenait compte de leurs liens éventuels avec l'U.R.S.S.

Les trotskystes américains et britanniques, dont les pays n'ont pas été envahis, dont les bourgeoisies étaient alliées à l'U.R.S.S. et qui jouissaient d'un minimum de légalité, ont dû faire face concrètement à ces problèmes (la façon dont ils l'ont fait sort du cadre de cet article) *.

La rapidité de la victoire allemande en France a apporté une réponse partielle à ces problèmes en ce qui concernait les internationalistes. Dans la mesure où la bourgeoisie française, avec suffisamment de duplicité, a su sauvegarder son avenir, a épaulé les nazis, le combat contre Vichy et les nazis devenait le même combat. Mais la guerre a continué et a laissé intact le problème de l'attitude à avoir vis-à-vis de la Résistance. L'ultra-gauche et les trotskystes ont gardé une indépendance totale et ont combattu Vichy et les nazis dans le cadre de leurs perspectives globales respectives.

L'ultra-gauche n'était qu'un grain de sable dans la tempête et ne pouvait se fixer que des tâches modestes. En dépit de sa faiblesse, elle a jugé nécessaire de maintenir son organisation pour sauvegarder et développer la théorie, regrouper les militants et dénoncer les mensonges et illusions diffusés par les diverses forces impérialistes.

L'ultra-gauche a pris parti pour la défense des intérêts prolétariens contre le Capital français et allemand, a préconisé le sabotage de l'effort de guerre nazi et la résistance à la loi allemande et vichyssoise. Quoique les soldats allemands combattaient bravement, ils n'étaient pas tous nazis. Des milliers de déserteurs ont été exécutés. Le travail limité, mais efficace, des trotskystes parmi les soldats allemands a montré qu'ils n'étaient pas rebelles à la propagande. C'était là une attitude anti-nazie mais fondée sur des considérations de classe, sans aucune concession à la collaboration de classe ni au chauvinisme des staliniens et des gaullistes.

---

* Les écrits de Trotsky et les documents de la IVe Internationale sur la question de la guerre sont d'accès facile. Mentionnons pourtant une polémique entre Cannon et le trotskyste espagnol Munis sur l'attitude du SWP pendant la guerre. Parmi d'autres textes, voir *Socialism on Trial*, par James P. Cannon (1942), et « El Socialist Workers Party y la Guerra Imperialista. », par le Groupe espagnol de la IVe Internationale du Mexique (Mexico, 1945), article d'information sur le trotskysme britannique durant la guerre dans *Labour Review*, décembre 1958, « Marxists in the Second World War ».

Un certain nombre de personnes bien intentionnées ont laissé entendre que l'ultra-gauche, de même que les trotskystes, auraient dû infiltrer la Résistance afin de l'influencer de l'intérieur. La faiblesse de l'ultra-gauche excluait toute possibilité d'un tel tournant pour ses militants. Plus nombreux, les trotskystes ont finalement choisi de concentrer leurs militants dans les usines. Mais l'objection, au fond, est d'ordre politique.

Même avec les meilleures intentions, l'activité clandestine n'incite pas au débat de longue durée ni à la politique démocratique, au-delà de la phase des discussions en petit comité. La Résistance n'était pas un forum politique. Pour se faire connaître et respecter à l'intérieur d'un cercle forcément restreint, un militant infiltré aurait été forcé d'obéir à des ordres et d'accomplir les tâches qui lui auraient été prescrites : en d'autres termes, il aurait été perdu pour sa propre organisation et pour ses propres idées. Sans parler des soupçons manifestés par les staliniens à l'intérieur des organisations qu'ils contrôlaient.

Dans un milieu plus propice, vers la fin de l'occupation allemande, les trotskystes gagnèrent estime et influence dans un certain nombre d'usines, mais parce qu'on reconnaissait en eux les syndicalistes les meilleurs et les plus militants.

Lorsqu'ils déployèrent leur drapeau, les ouvriers n'affluèrent pas aux portes du P.C.I. A la fin de la guerre, en dépit de quelques nouvelles adhésions, les trois groupes d'ultra-gauche exerçaient peut-être leur influence sur quelques centaines de personnes au total. De toute évidence, les conditions de survie avaient été difficiles : sur la vie de la plupart de ses militants pesait, à des degrés divers, une menace (ils étaient juifs, étrangers, réfractaires au S.T.O., évadés de prison, etc.) et ce dans un pays où même ceux qui vivaient en toute légalité souffraient de nombreuses privations. Ils devaient se procurer de l'argent, des faux papiers, des tickets d'alimentation et un logement sûr. Le matériel d'impression était difficile à obtenir.

Alors qu'ils devaient déjà se mesurer aux diverses forces de police françaises et allemandes, les internationalistes redoutèrent les staliniens et se méfiaient de la Résistance.

En fait, ils étaient terriblement isolés et vulnérables. Les anarchistes, bien qu'inefficaces, avaient du moins des racines et des traditions dans la société française, et les trotskystes, par leur histoire mouvementée, s'étaient au moins constitué un cercle de contacts et de sympathisants. L'ultra-gauche ne bénéficiait même pas de ce milieu restreint.

Mais les conditions matérielles qui étaient les siennes n'expliquent pas tout et sont elles-mêmes en partie le reflet d'un isolement politique. Les internationalistes étaient en opposition totale avec les diverses idéologies qui réclamaient l'engagement sous leur bannière de ceux qui, parmi les Français, ne s'étaient pas réfugiés dans la passivité ou l'opportunisme. Les internationalistes ne pouvaient que supporter avec patience, témoigner et travailler pour l'avenir.

LES CRIMES STALINIENS

L'accord ne s'est pas encore fait chez les historiens sur le nombre d'exécutions sommaires qui ont eu lieu en France en 1944 et les chiffres avancés vont de 5 000 à 100 000 ou plus, comme le prétendent les partisans de Vichy. Il ne fait aucun doute que les partisans staliniens ont liquidé bon nombre d'ennemis politiques dans les secteurs qu'ils contrôlaient. Après avoir vu les staliniens à l'ouvrage en Espagne et ailleurs, on était en droit de craindre un règne de terreur à l'encontre des révolutionnaires.

En fait, des révolutionnaires ont bel et bien été assassinés par les staliniens, mais le nombre exact en est inconnu et, dans le climat politique de l'époque, une instruction complète de ces crimes était impossible. En octobre 1943, cinq trotskystes se trouvaient parmi les quatre-vingt-dix détenus de la prison du Puy. Libérés par une descente de partisans, quatre d'entre eux, Sadek, Reboul, Salini et le militant italien Pietro Tresso (Blasco) disparurent après leur libération. A Paris, un jeune militant de l'Union communiste, Mathieu Bucholz, fut kidnappé, torturé et exécuté en septembre 1944. D'autres trotskystes furent assassinés à Paris et dans les provinces, tout comme quelques anar-

chistes et militants du P.O.U.M. dans le Midi, où opéraient des staliniens espagnols *.

Malgré tout, ces crimes ne représentent pas « un règne de terreur. » Dans le climat de désorganisation totale de la Libération, la liquidation des dirigeants trotskystes aurait été facile pour les équipes de tueurs du P.C. qui avaient accompli des exploits autrement plus difficiles. Au contraire, un historien fait mention de la libération, par le stalinien Marrane, d'un groupe de trotskystes arrêtés à Paris **. Cela donne à entendre que les exécutions étaient dues à des initiatives locales et que le P.C. avait à l'époque d'autres priorités.

---

* R. Dazy, *Fusillez ces chiens enragés. Le génocide des trotskystes*, éditions Dorban, Paris 1981.

** H. Denis, *Le Comité parisien de Libération*, Paris 1963, cité par P. Novick, *The Resistance versus Vichy, 1968*. Cette affaire n'est nulle part corroborée dans la littérature trotskyste ni ailleurs.

Ils furent peu nombreux, ceux de la génération des années 20 qui, élevés dans la présence pesante de la Grande Guerre et devant affronter les tempêtes de la seconde guerre mondiale, persévérèrent à militer pour un véritable internationalisme de classe, exposé à tous les dangers de l'opposition aux deux camps, aux impérialismes qui s'affrontaient alors. Pierre Lanneret, alias Camille, qui fut l'un d'entre eux, a essayé depuis les Amériques où il avait émigré dans les années 50 et où il avait suivi la même voie étroite, de rassembler dans un texte succinct, ce que furent et firent dans cette période ces ignorés de l'Histoire, leur évolution, leurs regroupements. Pour beaucoup d'entre eux, leur destin fut parallèle à celui de l'auteur, destin que retrace une longue biographie dont le détail permet de préciser pour lui mais aussi pour chacun de ceux qui ont vécu cette période ce que furent ces années, apparemment si loin, mais pourtant si présentes pas tant par leur souvenir que par les problèmes généraux qu'ils soulevèrent alors. Cette étude essaie seulement d'expliquer l'arrière-plan historique et les actions des trois groupes qui prirent une attitude sans ambiguïté pendant la guerre : le RKD-CR, le GRC-ICI et la Gauche communiste internationaliste (Bordiguiste). Ces groupes ne se différaient guère entre eux quant aux analyses de la guerre. Certains parmi l'extrême gauche, bien que ne contestant pas le caractère impérialiste de la guerre, ont accusé les internationalistes d'avoir apporté une aide indirecte aux Nazis en ne subordonnant pas tout aux nécessités du combat antifasciste. C'est une question des plus sérieuses et sa complexité apparaît dans les discussions qui se déroulèrent avant la guerre.

L'ultra-gauche fut seulement un grain de sable dans la tempête et ne pouvait que s'assigner des tâches modestes. les Internationalistes ne pouvaient que supporter, porter témoignages et œuvrer pour le futur.